

L'ABANDON DE FAMILLE

Sanction pénale d'une Obligation civile

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1929, à 2 heures

PAR

JEAN DECHAMBRE

Président : M. RIPERT, Professeur

*Suffragants : MM. HUGUENEY, Professeur
ROUAST, Professeur*

PARIS
LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge

1929

L'ABANDON DE FAMILLE

Sanction pénale d'une Obligation civile



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555812_0068

L'ABANDON DE FAMILLE

Sanction pénale d'une Obligation civile

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1929, à 2 heures

PAR

JEAN DECHAMBRE

Président : M. RIPERT, Professeur

*Suffragants : MM. HUGUENEY, Professeur
ROUAST, Professeur*

PARIS
LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Toute l'évolution du droit civil semble avoir consisté à s'éloigner du droit pénal, et à se dégager de son emprise, pour se renfermer dans le domaine de ses propres règles.

Le droit civil à sa naissance garde l'empreinte du droit pénal ; celle-ci s'est même prolongée pour certaines institutions jusque vers la fin du dix-neuvième siècle. Mais il est indéniable que le progrès de la législation a amené une séparation de plus en plus nette entre ces deux branches du droit, et l'influence du droit pénal sur le droit civil a été s'affaiblissant.

Il serait impossible de considérer aujourd'hui comme exacte l'idée émise il y a un siècle et demi par Jérémie Bentham, à savoir que « chaque loi civile « forme un titre particulier qui doit enfin aboutir à « la loi pénale... Les deux codes n'en font qu'un pour « leur nature et pour leur objet » (1). Et M. Ripert constate fort justement que la séparation du droit civil et du droit pénal, est aujourd'hui nettement marquée (2).

Cependant, si tel est le principe qui domine l'évolution de la législation, il n'a pas une portée absolue

(1) Bentham. *Traité de législation civile et pénale*, 2^e édition, Paris, 1820.

(2) G. RIPERT. *La règle morale dans les obligations civiles*, Paris, 2^e édition, 1927, N^o 177.

et il s'est trouvé que, par un mouvement inverse, les nécessités de la vie sociale ont amené parfois le législateur moderne, à faire appel au droit pénal pour sanctionner plus énergiquement certaines obligations civiles.

Pour remédier à la situation résultant du peu d'efficacité des armes fournies par le droit civil, le législateur a le choix entre deux méthodes :

Soit se borner à appliquer de véritables peines privées, comme les peines du recel (articles 792, 801, 1.460 et 1.477 du code civil), de l'indignité (articles 727 et s.), la révocation d'une donation ou d'un legs pour cause d'ingratitude (articles 955, 1.046 et 1.047 du code civil), la perte en cas de divorce ou de séparation de corps des avantages matrimoniaux infligée à l'époux coupable (article 299 du code civil, étendu à la séparation de corps par l'arrêt de la Cour de Cassation du 23 mai 1845 (1)), etc... il s'agit alors de sanctions hybrides qui chevauchent à la fois sur le droit civil et sur le droit pénal, sans qu'il soit bien facile de tracer la ligne de démarcation entre les deux droits susceptibles de les régir (2).

Soit, en prenant une attitude plus nette, faire

(1) D. 1845, I, 225, S. 1845, I. 321.

(2) HUGUENEY. Thèse Dijon 1904. *L'idée de peine privée en droit contemporain.*

Pierre JACOMET. Thèse Paris 1905. *Essai sur les sanctions civiles de caractère pénal en droit français.*

appel directement au droit pénal pour lui demander le secours des peines qu'il édicte. Il s'agit alors de sanctions pénales pour l'exécution d'obligations civiles (1).

Nombreuses sont les lois récentes qui ont eu recours à ce second procédé : loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime (article 33), loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles (article 14), loi du 16 novembre 1912 sur la recherche de la paternité naturelle (article 3), loi du 8 août 1913 sur les warrants hôteliers (article 13), loi du 5 juillet 1917 sur l'hypothèque fluviale (article 45), lois du 20 avril 1916 et du 23 octobre 1919 sur la spéculation (d'ailleurs aujourd'hui abrogées), loi du 18 mars 1919 punissant d'une amende le défaut d'inscription d'un commerçant sur le registre du commerce dans le délai légal (un mois du jour de l'ouverture du commerce) et toute indication inexacte donnée de mauvaise foi en vue de l'immatriculation ; loi du 1^{er} avril 1926 modifiée par celle du 21 juillet 1927 édictant des sanctions pénales contre les propriétaires pour violation du droit à la prorogation et hausse illicite des loyers (articles 7, 13 deuxième alinéa et 14 quatrième alinéa), lois du 5 décembre 1901 et du 23 décembre 1928 réprimant la non représentation des enfants mineurs.

(1) RIPERT. Op. cit. N° 177.

Dans tous ces cas, le législateur a cherché à rendre plus efficaces certaines règles posées par le droit civil, et il lui a paru que la certitude de leur exécution ne serait obtenue qu'au prix de sanctions purement pénales, car ce sont alors les règles du droit pénal qui s'appliquent seules.

Rien de plus légitime, car le droit pénal présente l'avantage de l'intimidation (1).

Or, celle-ci apparaît nécessaire, surtout depuis la suppression par la loi du 22 juillet 1867 de la contrainte par corps qui constituait, quoi qu'on en ait dit, dans les cas où elle était autorisée, un moyen énergique de triompher de la résistance de certains débiteurs (2).

Même dans les cas où la contrainte par corps ne s'appliquait pas, il a semblé au législateur que l'exécution fréquente de certaines obligations civiles, apparaissant en même temps comme les devoirs moraux les plus pressants, rendait nécessaire une sanction pénale permettant au créancier de triompher facilement de la résistance du débiteur.

Tel a été précisément l'objet de la création par des

(1) Voir : Charlotte BÉQUIGNON. La répression pénale du détournement d'objets compris dans un nantissement de fonds de commerce, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, page 325.

(2) Voir à ce sujet : Edmond de BIÉVILLE. *Du rétablissement de la contrainte par corps*. Thèse Paris 1904.

lois récentes du délit d'abandon de famille. Les lois du 7 février 1924 et du 3 avril 1928 n'ont pas hésité à édicter des peines contre ceux qui, se dérochant à leurs devoirs, s'abstiennent volontairement d'acquiescer les termes de la pension alimentaire à laquelle ils ont été condamnés par un jugement. Ce sont ces deux lois que nous nous proposons d'étudier.

Mais au début de cette étude, surgit une question préalable :

Dans quelle mesure convient-il d'admettre une sanction pénale pour les obligations civiles en général, et spécialement pour celles qui se rattachent aux devoirs de famille ?

Il est d'abord certain que l'idée de faire appel à des dispositions d'ordre pénal pour sanctionner un manquement à une obligation civile ne peut se justifier que par l'insuffisance des moyens de contrainte édictés par la législation civile. La perspective d'un châtement sévère apparaît alors comme la seule mesure efficace pour astreindre le débiteur à l'exécution de son engagement.

La crainte d'une peine produira sur la volonté du débiteur récalcitrant, un effet incontestablement plus énergique que celui pouvant résulter de sanctions purement civiles, car celles-ci se traduisent nécessairement par l'exécution sur les biens, et le débiteur de mauvaise foi trouve trop facilement le moyen de

simuler l'insolvabilité pour échapper à la poursuite de ses créanciers.

Les sanctions pénales qui consistent, au contraire, dans un mal infligé à l'individu, incarcération ou déchéances prononcées contre lui, l'atteignent profondément dans sa personne ou dans ses droits, diminuent sa liberté, ou entament son honneur, et dès lors elles sont susceptibles d'agir puissamment pour le contraindre à l'exécution de l'obligation à laquelle il se flattait d'échapper facilement.

A ce point de vue le recours à la sanction pénale paraît utile ; sous la menace d'une pareille contrainte, rares seront les engagements qu'un débiteur ne tiendra pas.

Au premier abord, cet appel au droit pénal paraît donc opportun en raison de l'efficacité de son intervention.

Cependant, celle-ci est-elle bien désirable ?

Contre une pareille évolution du droit tendant à placer certaines institutions civiles sous l'égide de la loi pénale, apparaissent en effet des objections très graves.

D'abord cet appel à la répression criminelle en vue de rendre plus impératif les textes du droit privé ne constitue-t-il pas une sorte de régression ?

N'était-ce pas en effet l'idée primitive des civilisations anciennes, en particulier des Romains, qui ont

fait de la peine les applications les plus diverses et qui même pendant de longs siècles n'ont aucunement distingué le droit civil et le droit pénal ?

De sorte que la première objection qui vient à l'esprit, — et elle est grave, — c'est que la restauration de la peine dans le domaine du droit civil serait historiquement un recul (1).

D'autre part, pour que l'intervention du droit pénal soit justifiée, il faut se trouver en présence d'un acte ou d'une abstention présentant les caractères d'un délit pénal, c'est-à-dire d'un acte ou d'une abstention contraire à la morale générale du pays ou de l'époque, ou qui, étant inconciliable avec la vie en société, doit être prohibé pour des raisons d'utilité générale (2) ; il faut de plus qu'il n'y ait pas d'autre moyen pour empêcher cet acte ou cette abstention (3).

Or, pourrait-on dire, l'inexécution d'une obligation civile se rapporte à des intérêts privés, et il est permis de se demander si le refus du débiteur renferme bien les éléments d'un délit pénal.

Au regard des obligations civiles ordinaires l'objection est certainement exacte. Recourir au droit

(1) Pierre JACOMET. *Op. Cit.* page 5.

(2) Georges VIDAL. *Cours de droit criminel*, 7^e édition mise au courant par Joseph MAGNOL, Paris, librairie Rousseau, 1928, page 5.

(3) R. GARRAUD. *Précis de droit criminel*, 14^e édition, Paris, 1926, Société anonyme du recueil SIREY, page 7.

pénal d'une façon continue pour triompher des débiteurs récalcitrants, serait tomber dans l'arbitraire le plus intolérable, détruire dans une large mesure la liberté et le libre arbitre des individus, et transformer les règles du droit civil en une série de commandements inexorables que personne n'aurait le droit d'éluder. On reviendrait ainsi à la rigueur des temps primitifs où les châtimens les plus sévères atteignaient le débiteur.

Mais, si de telles sanctions paraissent exagérées pour les obligations civiles en général, ne convient-il pas de faire exception pour les devoirs moraux, que la loi civile déclare impératifs, et dont l'inexécution risque de troubler au plus haut degré, non seulement l'idée morale, mais la constitution de la famille elle-même, base de la société actuelle ? Ne semble-t-il pas juste de dire que la violation d'une telle obligation constitue un véritable trouble porté à l'ordre public, et que, dès lors, il n'est pas excessif de considérer cette violation comme un délit, et de lui appliquer une sanction pénale (1).

A ceux qui, aujourd'hui encore, hésitent à appliquer les sanctions pénales à l'inexécution de certains devoirs familiaux particulièrement impérieux, consacrés par le droit civil, ne peut-on pas répondre que

(1) Voir l'exposé des motifs de la loi belge du 14 janvier 1928 sur l'abandon de famille. *Pasimie*, 1928, page 9.

l'apparition des sanctions pénales dans ce domaine n'est pas un fait nouveau et qu'elle est consacrée déjà par certains textes ?

L'abandon matériel d'enfant dans un lieu solitaire ou non est puni par les articles 345 et suivants du code pénal ; l'article 312 du même code punit les parents qui ont volontairement privé de soins leurs enfants, et de cette manière compromis leur santé (1).

Sans doute, il est pénible de penser qu'un recours à la force est nécessaire pour assurer l'exécution des devoirs de famille. Et même, cette intervention de la loi pénale risque de dénaturer les rapports familiaux et de mesurer l'affection réciproque à la crainte du châtimement, toujours menaçant pour celui qui se dérobe à ses devoirs -- « L'emploi constant de la force publique dans les rapports privés... a le défaut d'acclimater cette idée que seule l'injonction de la force publique est respectable » (2).

Cependant, si l'oubli des obligations familiales les plus élémentaires est tel qu'il entraîne la misère et la criminalité des malheureux abandonnés par leurs

(1) Voir dans le même sens les lois précitées du 5 décembre 1901 et du 23 décembre 1928 réprimant la non représentation des enfants mineurs.

Dans le même ordre d'idée le Conseil supérieur de la Natalité dans sa session de 1924 a émis le vœu qu'aucun divorce ne puisse être prononcé sans que le conjoint coupable ne soit condamné à une peine correctionnelle.

(2) G. RIPERT, op. cit. N° 177.

parents, ne sommes-nous pas en face d'un danger social précis, qui légitime au plus haut degré l'appel à une sanction pénale, à la condition, bien entendu, de ne pas en généraliser l'emploi, et de réserver cette intervention aux seuls cas où la nécessité l'impose ?

Tel est d'ailleurs le point de vue auquel s'est rallié le législateur de 1924 et de 1928 ; en édictant des sanctions pénales contre les personnes coupables d'abandon de famille, il s'est prononcé nettement en faveur de l'appel au droit pénal pour compléter sur ce point les dispositions insuffisantes de la législation civile antérieure.

CHAPITRE I

Nous diviserons ce chapitre en deux sections :

SECTION I

Notion générale de l'abandon de famille

SECTION II

Les diverses mesures proposées en France

SECTION I

NOTION GENERALE DE L'ABANDON DE FAMILLE

Pour fixer d'un trait la notion d'abandon de famille, nous dirons que : c'est la sanction pénale de l'obligation alimentaire, fondée sur le lien de parenté et imposée par les articles 203, 205 (première partie), 206, 207, 212, 214 et 356 (ce dernier article modifié par la loi du 19 juin 1923) du code civil.

Les personnes qui sont tenues de cette obligation sont les parents en ligne directe, les gendres et brus à l'égard de leur beau-père et belle-mère, les époux entre eux.

D'autre part (article 356) l'adopté doit des aliments à l'adoptant s'il est dans le besoin, et réciproquement l'adoptant en doit à l'adopté ; l'obligation alimentaire créée par l'adoption s'étend aux enfants légitimes de l'adopté (article 353).

Entre toutes ces personnes l'obligation alimentaire est réciproque (articles 207 et 356). Elles sont toutes tenues de contribuer en proportion de leur situation de fortune, au paiement de la dette alimentaire suivant les besoins du créancier.

Il convient de noter ici certaines particularités.

D'abord les gendres et belles-filles sont astreints,

au même rang que les enfants, par l'article 206 à fournir des aliments à leurs beau-père et belle-mère qui sont dans le besoin ; aucune disposition n'impose à ces derniers, contre leurs divers débiteurs d'aliments, une action commune, ou des actions successives, suivant un ordre déterminé (1).

D'autre part, l'obligation alimentaire entre époux survit à la rupture du mariage. En effet, en cas de divorce l'époux innocent peut s'il est dans le besoin, réclamer à l'autre une pension (article 301). A la vérité cette dernière n'a plus exclusivement le caractère alimentaire, car elle est bien plutôt fondée sur l'article 1.382 que sur l'article 212 ; mais, comme nous le verrons plus tard, si son fondement est bien indemnitaire, par sa nature cette réparation a un caractère alimentaire (2).

Dans tous ces cas, l'inaccomplissement de l'obligation incombant au débiteur se trouve aujourd'hui réprimé, comme nous l'établirons, par les sanctions pénales du délit d'abandon de famille.

Nous aurons, au cours de cette étude, à nous poser la question de savoir si cette sanction pénale doit aussi profiter aux enfants adultérins et incestueux,

(1) Cass. Civile 2 janvier 1929. Gaz. du Palais 1929, 1, 287 ; D.H. 1929, 65.

(2) G. RIPERT, *Le caractère de la pension alimentaire allouée au cas de divorce*. D.H. 1927, chronique, p. 53 à 55.

qui ont le droit de réclamer des aliments à leurs père et mère (argument tiré des articles 762, 763 et 764 du code civil) ; au conjoint survivant qui, s'il est dans le besoin, peut réclamer à la succession du prédécédé une pension alimentaire dans l'année qui suit le décès (alinéas ajoutés à l'article 205 par la loi du neuf mars 1891).

Mais par quelle évolution le législateur est-il arrivé à imposer cette sanction pénale ?

Pour répondre à cette question, il convient d'abord d'examiner rapidement quels sont les moyens civils dont dispose le créancier d'aliments pour triompher de la résistance du débiteur.

Le code civil ne prévoyant que les personnes tenues de l'obligation alimentaire, mais ne précisant aucunement les moyens d'exécution, ceux-ci sont simplement les procédés dont dispose tout créancier pour contraindre son débiteur à s'exécuter, soit :

1° Le droit de saisir les biens du débiteur si le créancier dispose d'un titre exécutoire (article 2.092 du code civil). Il est à remarquer que le droit de gage général résultant de cet article s'étend en faveur des créanciers d'aliments même aux pensions et traitements déclarés insaisissables pour les autres créanciers (pensions dues par l'Etat, article 20 de la loi du 19 juin 1834 maintenu par l'article 8 de la loi du 31 mars 1919 ; pensions alimentaires, article 582

code de procédure civile ; salaires, article 63 du livre I du Code de Travail) ;

2° Au cas où le titre exécutoire est constitué par un jugement et où le débiteur possède des immeubles, l'hypothèque judiciaire ;

3° Pour l'obligation alimentaire entre époux, si les aliments sont dus à la femme, celle-ci dispose de la garantie de son hypothèque légale, garantie dont l'énergie est encore accentuée par la Cour de Cassation, en tant qu'il s'agit d'assurer le paiement de la pension, car, par un arrêt du 12 décembre 1921, la Cour Suprême interdit toute renonciation ou subrogation à l'hypothèque légale de nature à compromettre le recouvrement de la pension alimentaire (1).

4° Dans le cas où les aliments sont dus par la succession de l'époux prédécédé au conjoint survivant, celui-ci a la faculté comme tout créancier héréditaire, de se prévaloir du bénéfice de la séparation des patrimoines, qui lui procure l'avantage d'un privilège sur les biens de la succession (article 2.111 du code civil). Ce même privilège profitera également aux enfants adultérins et incestueux qui peuvent réclamer des aliments à la succession de leurs père et mère.

A ces procédés ordinaires d'exécution la loi du 13

(1) Cass. Civ. 12 décembre 1921. D. 1922, I. 153, S. 1923, 1.353. Cette jurisprudence a été de nouveau confirmée par un récent arrêt de la Chambre des Requêtes du 3 juillet 1928 (Journal du Notariat, 1929, page 158).

juillet 1907, est venue apporter, dans ses articles, 7 à 10, une garantie supplémentaire, en autorisant celui des époux qui ne reçoit aucune contribution de l'autre pour les charges du ménage à obtenir du juge de paix du domicile du mari, la permission de saisir-arrêter, et de toucher, en proportion de ses besoins, une part des salaires ou du produit du travail de son conjoint.

Enfin, quand la mauvaise foi du débiteur peut enlever toute efficacité aux moyens de protection du créancier, il est admis par une jurisprudence constante que les tribunaux peuvent prescrire le dépôt, dans une banque, d'un capital suffisant pour faire face au service de la pension, ou l'emploi d'une somme en valeurs sûres, immatriculées pour la nue-propriété aux noms du débiteur, et pour l'usufruit aux noms du créancier (1).

Mais tous ces moyens d'exécution, excellents lorsque le débiteur à une situation stable, deviennent inopérants lorsque l'on se trouve en présence de personnes dont les ressources sont limitées et qui, par leur profession, ont la facilité de changer aisément d'emploi et de se dérober ainsi à toutes réclamations.

(1) Cass. Req. 2 décembre 1895. D. 96, I. 198 ; S. 96, I. 321.

Sur les conditions particulières au recouvrement de la créance d'aliments voir : Maurice LORANT, *Caractères juridiques de l'obligation alimentaire*, Thèse, Paris, 1928, pages 153 et s.

Cette insuffisance de garanties n'était pas spéciale à notre pays et certaines législations étrangères s'étaient efforcées depuis longtemps d'y remédier en faisant appel aux sanctions pénales.

Mais, tout en poursuivant le même but, elles différen-
rent les unes des autres quant à la catégorie des per-
sonnes protégées.

Les unes se sont bornées à la protection de l'enfant,
d'autres y ont ajouté les ascendants ou le conjoint ;
enfin, certaines ont étendu le bénéfice de la répres-
sion pénale à tous les membres de la famille créan-
ciers d'aliments.

Les législations du premier groupe comprennent
l'Angleterre et la majorité des cantons suisses, c'est
également à ce système qu'on peut rattacher l'avant
projet du code autrichien de 1909.

La loi anglaise du 21 décembre 1908 punit d'amen-
de avec substitution ou adjonction d'une peine de pri-
son, les « père, mère ou tuteur qui négligent de bien
« nourrir, loger, habiller et soigner leurs enfants,
« ou qui, étant indigents, ne les font pas secourir en
« vertu de la loi sur les pauvres » ; dans le cas où le
père qui maltraite ou abandonne ses enfants s'adonne
à l'ivrognerie, le tribunal peut ordonner son interne-
ment pour deux ans au plus dans un hospice d'alcoo-
liques (1).

(1) *Annuaire de législation étrangère* 1908, page 26 et s.

En Suisse, la majorité des lois cantonales punit les parents qui ne subviennent pas à l'entretien de leurs enfants ; notamment, d'après le code pénal du canton de Glaris, entré en vigueur depuis le 7 mai 1899, les parents qui «, nonobstant l'exhortation de l'autorité, violent gravement le devoir de prendre soin de l'entretien de leurs enfants par horreur de travail, par dissipation, par négligence ou de toute autre manière » (1), sont frappés d'une peine d'emprisonnement. Des sanctions analogues, tantôt l'emprisonnement, tantôt l'internement dans une maison de travail, se retrouvent dans les codes pénaux des cantons de Zurich, Lucerne, Schaffouse, Fribourg, Bâle, Appenzell, Soleure, Saint-Gall (2).

D'autre part, l'avant projet de code pénal autrichien de 1909 punit d'emprisonnement « quiconque viole gravement son devoir d'entretien ou d'éducation à l'égard d'un mineur qui n'a pas accompli sa vingt-et-unième année, lorsque le mineur est exposé au danger d'être négligé ou que des moyens publics doivent être invoqués pour son entretien ou pour son éducation. » (3).

(1) Texte rapporté par Mlle DORGE, *L'abandon de famille*, Thèse, Lille, 1924, page 51.

(2) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, Tome I, 1902, page 82 (en note).

(3) Texte rapporté par M. Maurice LATREILLE, *Le délit d'abandon de famille*, Thèse, Toulouse, 1926, page 24.

Un second groupe de législation réprime, en même temps que le manque de soins à l'égard de l'enfant, le refus de subvenir aux besoins des ascendants. Citons en ce sens le code pénal bulgare, de 1896 dont l'article 284 punit d'un emprisonnement d'un an au plus « quiconque est obligé, en vertu de la loi ou « d'une convention, de prendre soin d'un enfant et « l'omet volontairement ».

Puis, sous le titre « Contraventions relatives aux droits de famille », l'article 512 ajoute que « Des « enfants aisés, qui omettent de procurer à leurs « parents dans leur vieillesse l'entretien nécessaire « à leur vie, sont punis des arrêts de trois mois au « plus, et contraints en outre à fournir l'entretien « conformément à leur fortune » (1).

D'autres législations, sans réprimer l'abandon à l'égard des ascendants, permettent à l'époux abandonné par son conjoint, en même temps qu'aux enfants délaissés par leurs parents, d'invoquer une sanction pénale.

Dans cette troisième catégorie nous pouvons citer les législations de divers Etats des Etats Unis d'Amérique.

Dans l'Illinois, d'après une loi du 13 mai 1903, tout

(1) Van Swinderen, *Esquisse du droit pénal actuel dans les Pays-Bas et à l'Etranger*, tome IV, pages 385 et 413 (code pénal de la Bulgarie), Groningue, 1898.

homme qui abandonne sa femme sans motifs plausibles ou tout père ou mère qui abandonne son enfant âgé de moins de douze ans, les laissant dans le besoin, commet un délit passible d'une amende de 100 à 500 dollars ou d'un emprisonnement d'un mois à un an ou des deux peines à la fois. La Cour peut ordonner que l'amende ainsi payée soit versée à la femme ou au gardien de l'enfant (1).

C'est une amende de 100 dollars et un emprisonnement d'un an que prononce, dans la Louisiane, la loi du 11 juin 1902, contre le mari ou le père qui abandonne dans le besoin sa femme et ses enfants mineurs (2).

Le même fait est puni d'une amende de vingt dollars au plus, et d'un emprisonnement de six mois au plus, par une loi du 17 avril 1885, dans l'Etat de Massachusetts. L'amende peut être attribuée à la personne qui pourvoit à l'entretien de la femme ou de l'enfant à l'époque des poursuites (3).

Des sanctions analogues sont édictées dans l'Etat de New-York pour protéger les enfants légitimes ou naturels dont la filiation a été préalablement établie (lois des 3 mars 1903 et du 29 avril 1904) et la femme

(1) *Annuaire de législation étrangère* 1903, page 660.

(2) *Annuaire de législation étrangère* 1902, page 663.

(3) *Annuaire de législation étrangère* 1885, page 622.

(loi du 8 avril 1905) contre l'abandon du père et du mari (1).

Il en est de même en Californie (emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans et amende pouvant atteindre 1.000 dollars (loi du 3 mars 1907) (2); et dans l'Etat de Pensylvanie, une loi prononce un emprisonnement d'un an au plus, ou une amende de 100 dollars, ou les deux peines à la fois contre le mari, qui laisse dans le besoin une femme ou des enfants de moins de seize ans (3).

Dans le même groupe de législations on peut citer également celles de la Nouvelle-Zélande et de l'Etat australien de Queensland, qui visent spécialement le défaut de paiement sans motif valable de la pension alimentaire due à la femme ou aux enfants et le frappe d'une amende de cinquante livres ou d'un emprisonnement de six mois (4).

Enfin, un troisième groupe de législations protège pénalement les enfants, les ascendants et la femme.

Citons comme exemples :

L'article 255 du code pénal des Pays-Bas qui punit d'un emprisonnement de deux ans au plus ou d'une amende qui ne peut excéder trois cents florins, celui

(1) *Annuaire de législation étrangère*. 1903 page 670, 1904 page 453, 1905 page 617.

(2) *Annuaire de législation étrangère* 1907, page 968.

(3) *Annuaire de législation étrangère* 1903, pages 677 et 678.

(4) Texte rapporté par M. Maurice LATREILLE, op. cit., p. 32 et 33.

qui délaisse ou abandonne volontairement quelqu'un qu'il est obligé d'entretenir, d'alimenter ou de soigner (1).

L'article 361 du code pénal allemand, complété par une loi du douze mars 1894 (2), punit également celui qui se soustrait à l'obligation d'entretenir ceux auxquels il doit assistance.

L'article 219 du code pénal norvégien de 1902 frappe de deux ans de réclusion « quiconque expose
« à la misère un membre de sa famille, en se sous-
« trayant de mauvaise foi aux devoirs d'entretien qui
« lui incombent, — quiconque par abandon, mauvais
« traitements ou autres manquements de ce genre
« méconnaît souvent ou grossièrement ses devoirs en-
« vers son conjoint, ses enfants, les autres membres
« de sa famille placés sous sa surveillance, lorsque
« ces personnes, en raison de leur âge ou de leur infir-
« mités, ne peuvent pourvoir à leurs besoins » (3).
La peine pourra être portée à six ans de réclusion
lorsque l'abandon aura altéré la santé des personnes
qui en ont été victimes ;

En Suisse, l'article 207 du code pénal de Neuchâtel de 1891 punit l'abandon de famille d'une façon tout

(1) Van Swinderen, op. cit., tome II, page 157, Groningue 1894.

(2) *Annuaire de législation étrangère* 1894, page 209 et 210.

(3) *Revue pénitentiaire* 1914, p. 62. Rapport de M. Albert TISSIER sur l'abandon de famille.

à fait générale : « celui qui, pouvant par son travail
« ou de toute autre manière subvenir aux besoins de
« ses parents en ligne directe ascendante ou descen-
« dante, ou de son conjoint, les laisse dans le dénué-
« ment ou qui abandonne sa famille, et la laisse sans
« secours, sera puni d'un emprisonnement qui n'excè-
« dera pas six mois, et ne pourra être moindre d'un
« mois, et de l'internement d'un an au moins et de
« trois ans au plus dans une maison de travail ou de
« correction. Il pourra en outre être privé de ses
« droits civiques jusqu'à dix ans » (1).

L'article 264 de l'avant-projet du code fédéral suisse de 1908 prévoit l'abandon de famille parmi les contraventions (2).

Dans ce dernier groupe de législations, il convient également de placer la Belgique, qui, par une loi du 14 janvier 1928, réprime l'abandon de famille d'une façon générale (3). Mais cette dernière loi a été inspirée par la loi française de 1924, et nous ne ferons que la mentionner ici, nous réservant de signaler plus tard les différences qui existent entre elle et les lois françaises de 1924 et de 1928.

Telles étaient les sanctions pénales auxquelles avaient eu recours les législations étrangères pour

(1) *Revue pénitentiaire* 1914, p. 61 (Rapport de M. Albert TISSIER).

(2) *Revue pénitentiaire* 1914, p. 61 (Rapport de M. Albert TISSIER).

(3) *Pasinomie* 1928, pages 7 et suivantes.

assurer d'une façon efficace l'exécution de l'obligation alimentaire entre parents.

Ce mouvement général ne pouvait manquer d'avoir une répercussion en France.

SECTION II

LES DIVERSES MESURES PROPOSEES EN FRANCE

Le mouvement en faveur d'une répression pénale de l'abandon de famille s'est traduit en France par trois initiatives principales :

1° Une communication de M. Charmont, professeur à la Faculté de droit de Montpellier, à la Société d'Etudes Législatives en 1902.

2° Un rapport de M. Albert Tissier, professeur à la Faculté de droit de Paris, à la Société générale des Prisons en 1913, rapport qui a donné lieu à une discussion et à l'adoption de divers vœux présentés par M. Garçon, professeur à la même Faculté.

3° Une proposition du même ordre, présentée par l'Union Fraternelle des Femmes en 1923.

I. — Dès 1902, dans la première séance qui suivit sa fondation (séance du 20 Février), la Société d'Etudes législatives avait pris, sous la présidence de M. Glasseon, l'initiative d'une discussion sur « les modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée quant aux biens et aux produits du travail et de l'industrie » (1). Au cours de cette discus-

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, tome 1^{er}, 1902, page 25 et suivantes.

sion, M. Charmont communiqua à la Société une note signalant les abus que pouvait entraîner la mauvaise administration des biens par le mari, et il émit l'avis que, si ce dernier manquait à ses devoirs jusqu'à abandonner sa famille, il y avait lieu, si l'on voulait donner une efficacité sérieuse à la réforme, d'ériger l'abandon de famille en un délit puni d'une peine d'emprisonnement (1). Il considérait avec raison l'abandon de famille comme susceptible d'engendrer les conséquences les plus funestes, non seulement la misère, la maladie, et la mortalité, mais encore le vagabondage et la criminalité.

II. — Quelques années plus tard, la même question fut reprise par la société générale des Prisons, à la séance du 17 décembre 1913, sous la présidence de M. Le Poittevin. M. Albert Tissier déposa un rapport examinant le point de savoir s'il convenait d'ériger l'abandon de famille en délit.

Il donnait de l'abandon de famille la définition suivante : « L'abandon de famille, d'une manière générale, c'est le fait par celui qui est tenu de subvenir « à l'entretien d'une famille, de laisser cette famille « dans le dénûment alors qu'il a les ressources suffi-

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, tome 1^{er}, 1902, page 76 et suivantes.

« santes pour la faire vivre, ou que, s'il ne les a pas, « il est coupable de ne pas les avoir » (1).

Mais pour M. Tissier la condition essentielle de la répression pénale c'est le dénûment dans lequel le chef de famille laisse les siens, la famille se trouvant dans la misère par la faute de celui qui devait assurer son entretien. Et d'une façon plus précise, M. Tissier était d'avis de restreindre la sanction pénale au cas d'enfants abandonnés et laissés dans le dénûment par leur père ou par leur mère (2).

Au cours de la discussion qui suivit ce rapport, MM. Le Poittevin, Garçon, et l'unanimité des membres de la Société des Prisons, présents à la séance, se rallièrent à l'idée d'une sanction pénale comme le seul moyen d'assurer l'observation d'un devoir trop souvent méconnu ; il fut décidé qu'un texte pouvant servir de base à une proposition de loi serait élaboré par une commission de la première section de la société générale des Prisons (3).

Dans sa séance du 11 février 1914, cette section adopta cinq vœux présentés par M. Garçon pour être soumis au législateur (4).

Ces vœux érigaient en délit puni d'emprisonnement

(1) *Revue pénitentiaire* 1914, page 54.

(2) *Revue pénitentiaire* 1914, page 60.

(3) *Revue pénitentiaire* 1914, page 79.

(4) *Revue pénitentiaire* 1914, page 601.

et d'amende. 1° L'abandon du conjoint — 2° L'abandon des enfants légitimes ou naturels légalement reconnus, mineurs de 18 ans. En outre, l'un de ces vœux demandait la possibilité d'exercer la contrainte par corps pour assurer l'exécution des obligations alimentaires.

« Il faut, disait M. Garçon, donner une sanction pénale à l'obligation sociale, prévue par le code civil, d'éducation, d'assistance, qui s'ajoute à celle de la subsistance » (1).

En outre la première section de la société générale des Prisons adopta, à titre subsidiaire, trois vœux présentés par M. Tissier, aux termes desquels ne relevait de la sanction pénale que le fait par les père et mère de laisser sans ressources leurs enfants mineurs ou de ne pas exécuter les décisions de justice qui les auraient condamnés à payer une pension alimentaire pour leur entretien (2).

Il convient, dès à présent de noter que les lois de 1924 et de 1928 ont consacré cette dernière idée, qui consiste à ne sanctionner pénalement que le refus d'exécution d'une décision de justice, portant condamnation à payer une pension alimentaire, mais elles en ont étendu l'application au non paiement de

(1) *Revue pénitentiaire* 1914, page 600.

(2) *Revue pénitentiaire* 1914, page 602.

la pension alimentaire due au conjoint et aux ascendants.

III. — C'est à cette conception restreinte de l'abandon de famille que se rattache le texte proposé par l'Union fraternelle des femmes en 1923 ; il visait seulement le fait par l'époux débiteur d'aliments au profit de son conjoint ou des enfants du mariage de demeurer plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension. Après citation devant le magistrat compétent, le débiteur coupable de s'être volontairement soustrait au paiement était passible de peines correctionnelles (emprisonnement d'une durée de trois mois à un an, et amende de cent à deux mille francs) pour délit d'abandon de famille (1).

La loi du 7 Février 1924

Ce mouvement d'opinion ne tarda pas à avoir son écho au Parlement, et, à la suite de ces divers vœux, M. Louis Marin déposa, le 20 février 1923, sur le bureau de la Chambre des Députés, une proposition de loi tendant à réprimer le délit d'abandon de famille.

Cette proposition se caractérisait par les traits suivants :

1° Délimitation de la notion d'abandon :

« Il s'agit, déclarait M. Marin, de l'homme qui

(1) Texte cité par M. Maurice LATREILLE, op. cit., page 43.

« part complètement de sa maison laissant sa femme,
« ou ses parents, ou laissant ses enfants à la charge
« de la mère ; de celui qui, sans quitter le ménage et
« n'y venant que d'une façon plus ou moins régulière,
« ne contribue pas comme il convient, par son salaire,
« à l'entretien de la famille ; de celui ou de celle qui,
« ayant été condamné à payer une pension alimen-
« taire, soit après la séparation de corps, soit après
« le divorce, soit en faveur de ses parents, se rend
« insolvable ou réussit à ne pas payer ce à quoi il a
« été condamné ; de celui qui n'a pas les ressources
« nécessaires pour élever sa famille parce qu'il est
« paresseux, vagabond, ivrogne ; devant entretenir
« sa famille, il est coupable de ne pas le faire »(1).

La sanction pénale proposée ne concernait donc que l'abandon de la femme, des enfants, ou des ascendants.

2° Restriction de l'abandon pénalisé au cas d'inaccomplissement d'obligations matérielles.

« Si peu noble qu'il soit au point de vue moral et
« si dangereux qu'il soit au point de vue social de ne
« pas frapper le coupable qui manque à ses obliga-
« tions les plus élevées, et de ne le frapper que quand
« il manque « à des obligations pécuniaires fixées par

(1) S. *Lois annotées* 1924, page 1.357, note 1.

« la loi », comme nous allons le proposer, il nous
« semble cependant que cette restriction momentanée
« est la condition pratique essentielle pour faire
« accepter sans délai et appliquer sans hésitation la
« pénalisation de l'abandon de famille.

« Sans diminuer donc en rien l'importance des au-
« tres devoirs de famille, nous délimitons pour l'ins-
« tant l'abandon de famille au dénûment dans lequel
« il plonge celle-ci. En conséquence, si certains, tout
« en abandonnant leur famille, ne la laissent pas
« sans ressources, et qu'ils ne manquent qu'à des
« devoirs autres qu'à celui de subvenir aux besoins
« matériels de la vie, nous proposons, si illogique,
« inéquitable et inélégant que cela puisse paraître,
« qu'on ne puisse pour l'instant en faire un délit »(1).

C'était en principe l'adoption du critérium qu'a-
vait proposé M. Tissier : L'abandon de famille que M.
Marin proposait de poursuivre se caractérisait par
l'inaccomplissement volontaire d'obligations d'ordre
matériel et par le dénûment qu'il entraîne. Mais, à
cause des difficultés d'ordre pratique qui s'élève-
raient quand il s'agirait de préciser les conditions
d'existence du dénûment, chose absolument relative
et essentiellement variable, suivant le milieu social,
les habitudes de vie, les ressources tant de l'auteur

(1) S. loc. cit.

que de la victime de l'abandon, M. Marin apportait une nouvelle condition restrictive à sa pénalisation.

3° Restriction des pénalisations aux cas d'obligations sanctionnées par un jugement préalable :

« Nous proposons seulement aujourd'hui de limiter
« l'application de la loi au cas où il y aurait inexécu-
« tion d'une décision de justice spéciale et préexis-
« tante ; on étendrait ainsi à l'abandon de famille
« la loi qui punit de peines correctionnelles le fait de
« non représentation d'un enfant à la personne à qui
« il a été confié par justice, loi assez fréquemment ap-
« pliquée en cas de divorce, avec des résultats effica-
« ces. Elle s'étendrait ainsi à toute inexécution frau-
« duleuse, dolosive, de l'obligation d'aliments, d'as-
« sistance, de secours, d'éducation déclarée par de
« cision de justice... ; de cette façon nous délimitons
« pour l'instant l'abandon de famille à l'inexécution
« d'obligations d'ordre matériel sanctionnées non
« seulement par le code, mais par un jugement spé-
« cial » (1).

La proposition entendait d'ailleurs la notion de famille dans un sens large ; elle y comprenait non seulement les enfants, mais aussi la mère et les ascendants à qui des aliments sont dus.

« Nous pensons, ajoutait M. Marin, que, sous la

(1) S. loc. cit.

« formule pratique de la notion d'abandon que nous
« avons délimitée plus haut, aucun des membres de la
« famille ne doit être exclu du droit que nous enten-
« dons créer en faveur des abandonnés ; ce droit pro-
« fitera naturellement à la mère naturelle qui aurait
« fait condamner le père à une pension alimentaire ,
« il se retournera aussi contre les gendres et belles-
« filles qui doivent des aliments dans les conditions
« de l'article 206 du code civil » (1).

4° La sanction pénale n'est applicable qu'après convocation du débiteur récalcitrant devant le juge de paix, et c'est seulement après avoir été inutilement rappelé par ce magistrat à l'exécution de la condamnation antérieure que le débiteur tombe sous le coup de la répression pénale.

La proposition de loi de M. Marin fut acceptée par la Chambre le 9 juillet 1923 (deuxième séance), sans autre modification que la suppression du droit qu'elle donnait dans sa teneur primitive au maire, ou au représentant qualifié d'une société d'assistance ou de patronage légalement reconnue, de convoquer devant le juge de paix le débiteur de la pension alimentaire.

La commission de législation civile et criminelle de la Chambre des Députés avait estimé, en effet, que,

(1) S. loc. cit.

le délit d'abandon de famille présentant un caractère familial, il ne semblait pas opportun de confier le soin d'engager la procédure à des personnes étrangères à la famille.

Transmise au Sénat, le 10 juillet 1923, cette proposition fut adoptée par la Haute Assemblée le 1^{er} février 1924 (1).

Promulguée le 7 février 1924, elle a été publiée au *Journal Officiel* le 10 février 1924 (2).

En définitive, si l'on veut résumer en quelques mots la conception de l'abandon de famille telle qu'elle ressort de la loi de 1924, on peut se référer, en la modifiant légèrement, à la définition qu'en a donnée M. Roux : c'est l'inaccomplissement volontaire dans un délai déterminé, par un débiteur condamné par jugement à payer une pension alimentaire, de son obligation vis-à-vis de certains créanciers limitativement énumérés par la loi (3).

(1) Travaux préparatoires, *Chambre* : Proposition Louis Marin, 20 février 1923, doc. parlem., p. 399, annexe 5.619 ; rapport Guibal, 3 juillet 1923, 2^e séance, doc. parlem., page 1.356, annexe 6.304 ; adoption sans discussion le 9 juillet 1923, 2^e séance. *Sénat* : Transmission, 10 juillet 1923, doc. parlem., page 1.031, annexe 673 ; rapport Gourju, 17 janvier 1924, doc. parlem., page 18, annexe 36 ; discussion et adoption le 1^{er} février 1924.

(2) Un décret du 25 mars 1924 (*J.O.* 8 avril) l'a rendue applicable aux Colonies et Pays de Protectorat dépendant du Ministère des Colonies ; elle a été rendue exécutoire en Algérie, par un décret du 11 octobre 1924 (*J.O.* du 15 octobre ; *Bulletin Officiel* du Gouvernement de l'Algérie, 1925, n^o 2.697, page 413).

(3) Cf. Roux. *Lois Nouvelles* 1925, P. 166.

La Loi du 3 Avril 1928

A peine la loi de 1924 avait-elle commencé à entrer en application, que l'expérience en démontrait les imperfections et les insuffisances sur certains points. Comme nous aurons l'occasion de le remarquer au cours de cette étude, la loi de 1924 ne protégeait que les enfants mineurs : d'autre part la terminologie défectueuse qu'elle avait employée avait l'inconvénient de rendre son application douteuse lorsqu'il s'agissait de décisions judiciaires rendues par application de la loi du 13 juillet 1907.

Il apparut en outre opportun d'étendre aux enfants coupables d'abandon de famille, la déchéance des droits civiques encourue par les parents en même temps que la déchéance de la puissance paternelle. Enfin il parut nécessaire de préciser la compétence du tribunal et de simplifier la procédure en supprimant la nécessité de la convocation devant le juge de paix, dont la pratique avait presque immédiatement révélé l'inutilité.

Le législateur s'est alors remis à l'œuvre et la loi du 3 avril 1928, publiée au Journal Officiel du 4 avril 1928, est venue modifier les articles premier et deux de la loi précédente sur les points suivants :

1° Le refus par une personne de s'acquitter des obligations visées par la loi de 1924, envers ses des-

cendants en général, constitue un délit : il ne s'agit plus seulement « d'enfants mineurs ».

2° Une terminologie plus exacte a été introduite dans la loi pour permettre son application dans le cas prévu par la loi du 13 juillet 1907.

3° La peine de la privation des droits civiques pourra à l'avenir être prononcée contre les enfants coupables du délit.

4° Le tribunal compétent est déterminé.

5° Enfin la procédure de conciliation devant le juge de paix prévue en 1924, est supprimée (1).

Pour embrasser d'un seul coup d'œil les différences qui existent entre les deux lois, nous croyons utile de rapporter leurs textes, et de les mettre en regard l'un de l'autre.

(1) Travaux préparatoires : *Chambre* : Proposition de loi Marin du 7 avril 1925, 2^e séance (Doc. Ann. 1540), Rapport Cautru, 24 mars 1927, 2^e séance (Doc. Ann. 4.204). Adoption sans discussion le 12 mai 1927, 2^e séance (*J.O.* du 13, déb. parl. 1.405). *Sénat* : Transmission le 24 mai 1927 (Doc. Ann. 262). Rapport Lugol du 12 mars 1928 (Doc. Ann. 340), déclaration d'urgence et adoption sans discussion le 17 mars 1928 (*J.O.* du 18 déc., p. 902). Promulguée le 3 avril 1928.

Un décret du 18 décembre 1928 (*J.O.* des 24, 25 décembre 1928), l'a rendue applicable aux Colonies, Pays de Protectorat et Territoires à mandat dépendant du Ministère des Colonies.

Loi de 1924

Art. 1^{er}. — Sera tenue pour coupable d'abandon de famille, et sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs), toute personne qui, ayant été condamnée soit en vertu de la loi du 13 juillet 1907, soit en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal ou d'un jugement, à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses enfants mineurs ou à ses ascendants sera volontairement demeurée plus de trois mois, sans acquitter les termes de ladite pension.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

Les pères et mère condamnés pour abandon de famille pourront être privés de la puissance paternelle et de leurs droits civils.

Il pourra être fait application de l'article 463

Loi de 1928

Art. 1^{er}. — Sera tenue pour coupable d'abandon de famille, et sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs), toute personne qui, au mépris d'une décision rendue contre elle en vertu de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907, ou en méconnaissance d'une ordonnance ou d'un jugement l'ayant condamnée à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses descendants ou à ses ascendants sera volontairement demeurée plus de trois mois sans fournir les subsides déterminés par le juge, ni acquitter les termes de la pension.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

Toute personne condamnée pour abandon de famille pourra être privée de ses droits civils.

Les père et mère pour-

du code pénal sur les circonstances atténuantes.

2. — Lorsqu'une personne débitrice d'aliments dans les conditions prévues à l'article premier, au profit de son conjoint, de ses enfants mineurs ou de ses ascendants, est dénuée plus de trois mois sans acquitter les termes de sa pension, elle devra être préalablement appelée devant le juge de paix aux fins de constat, et ce, au moyen d'une lettre recommandée du greffier avec accusé de réception.

Le magistrat recueille les explications des parties et dresse du tout procès-verbal qu'il transmet au Procureur de la République.

Au cas de décès de l'un des époux et de manquement par l'autre époux à ses obligations alimentaires, vis-à-vis de ses enfants mineurs, la convocation devant le juge de paix, pourra être requise soit par le subrogé tuteur ou un membre du conseil de famille des mineurs, soit par le Procureur de la République.

ront, en outre, être déchus de la puissance paternelle.

Il pourra être fait application de l'article 463 du code pénal.

2. — *Le tribunal compétent pour connaître du délit sera celui dans la circonscription duquel la pension devait être payée ou les subsides fournis.*

Le titre de pension et tous actes de poursuites ou d'exécution auxquels il aurait été procédé devront être déposés entre les mains du Procureur de la République en même temps que la plainte.

3. — L'article 222 du
code civil est complété
comme suit :

« Il en est de même si
le mari a été condamné
pour abandon de famil-
le. »

(L'article 3 n'a pas été
modifié).

Il conviendra donc pour l'étude du délit d'abandon
de famille de tenir compte des dispositions conju-
guées des deux lois du 7 février 1924 et du 3 avril
1928.

CHAPITRE II

LE DÉLIT D'ABANDON DE FAMILLE

Nous diviserons ce chapitre en trois sections :

SECTION I

Eléments constitutifs du délit

SECTION II

Fins de non recevoir

SECTION III

Les sanctions

SECTION IV

Compétence et procédure

SECTION I

ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT

Les éléments constitutifs du délit, sont les suivants :

1° Il n'existe que s'il s'agit du non paiement d'une pension alimentaire ou de subsides présentant ce caractère au préjudice de personnes limitativement déterminées.

2° Il faut que la pension alimentaire ou les subsides aient été accordés par décision de justice.

3° Il faut que le débiteur soit resté pendant trois mois sans s'acquitter de son obligation.

4° Il faut que ce non paiement soit volontaire, c'est-à-dire que le débiteur ait agi avec une intention coupable.

Nous étudierons ces diverses conditions en autant de paragraphes :

PARAGRAPHE I

CARACTÈRE DE LA CRÉANCE GARANTIE ET

PERSONNES PROTÉGÉES

Commettra le délit d'abandon de famille toute personne coupable d'inexécution du devoir alimentaire résultant du lien de parenté ou du mariage .

Or, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire

au début du chapitre I (1), l'obligation alimentaire existe entre époux, entre parents en ligne directe, et entre alliés en ligne directe. Entre ces personnes l'obligation est réciproque.

Les alliés en ligne directe ne figurent pas parmi les personnes expressément visées par les lois de 1924 et de 1928 ; dès lors, en raison du caractère pénal de ces lois et, par conséquent, de l'interprétation restrictive qu'il convient de leur donner, il était permis de se demander si les sanctions pénales qu'elles édictent devaient leur profiter. Mais nous verrons plus loin (2) que la Cour de Cassation, se fondant sur les travaux préparatoires et les termes employés dans l'exposé des motifs de la loi de 1924, a étendu aux alliés en ligne directe le bénéfice de la protection pénale.

Toutefois, il convient de préciser ici que l'application des lois de 1924 et de 1928 ne saurait s'étendre au delà du cercle de ces personnes, ou au cas d'inexécution d'obligations ne présentant pas le caractère de créance alimentaire.

De cette idée essentielle nous déduirons les conséquences suivantes :

1° Les sanctions pénales édictées par ces lois ne pourront jamais être infligées au donataire qui se

(1) Voir ci-dessus, page 16.

(2) Voir infra, page 71.

refusera à payer une pension au donateur tombé dans l'indigence (article 955 du code civil). La Cour de Cassation a décidé en effet, par un arrêt du 1^{er} décembre 1919 (1) que le donataire, en cette seule qualité, n'est tenu d'aucune obligation alimentaire envers le donateur ; la seule sanction qu'il encourt est la révocation de la donation, mais l'obligation alimentaire ne peut reposer que sur les liens du sang.

2° Il est impossible de considérer comme une créance d'aliments protégée par les lois de 1924 et de 1928 : A) le droit accordé par l'article 1.465 à la veuve commune en biens de prélever pendant trois mois et 40 jours, ses aliments sur l'actif de communauté ; B) le droit prévu par l'article 1.570 au profit de la femme dotale de réclamer pendant une année des aliments à la succession de son mari. Il ne s'agit pas dans ces deux cas d'une pension alimentaire destinée à remédier à l'indigence du créancier. C'est une mesure de faveur accordée à la femme survivante, et dont l'inexécution ne saurait donner lieu à une sanction pénale.

3° Les lois de 1924 et de 1928 semblent encore hors de cause relativement à la pension que les tribunaux ont pris l'habitude d'accorder *après le divorce* à la *femme coupable*, jusqu'à la date de la liquidation de

(1) D. 1920, I. 5 (Note de M. RIBERT) ; S. 1921, I. 127.

la communauté. Cette liquidation peut en effet être longue, et, pendant sa durée, la femme peut se trouver dans le dénuement, alors qu'elle est cependant créancière de reprises importantes. Pour remédier à cette gêne momentanée, les tribunaux accordent parfois à la femme des avances sur ses reprises, sous forme d'une pension qui continuera à lui être servie tant que la liquidation ne sera pas terminée. Il s'agit alors, non pas de l'exécution d'une obligation alimentaire fondée sur le devoir de secours, car, par suite de la rupture du mariage, l'article 212 ne peut plus recevoir d'application, ni davantage d'une indemnité réglée sous forme de pension alimentaire en vertu de l'article 301 du code civil, puisque le prononcé du divorce contre la femme met obstacle à l'application de ce dernier texte ; c'est en réalité un acompte sur le paiement de la créance qui est due à la femme, car, aux termes mêmes des décisions judiciaires qui en ordonnent le paiement, ces avances sont imputables non seulement sur les revenus des reprises auxquelles la femme aura droit rétroactivement à partir du jour de la demande, mais aussi sur le *capital* desdites reprises (1) ; or il est de la nature des aliments de se prélever sur les revenus et non sur les capitaux. Le

(1) Cass. req. 9 décembre 1925, D. 1926, I. 149. Note de M. Nast. Observations de M. André Rouast sur cet arrêt, *Revue critique de législation et jurisprudence* 1928, page 270.

caractère de créance alimentaire faisant défaut, la négligence du mari à s'acquitter, ne semble pas, dans ce cas, tout-à-fait particulier devoir être frappée des peines de l'abandon de famille.

C'est dans ce sens que la Cour d'Appel de Paris s'est prononcée à deux reprises, le 10 mars 1926 (1) et le 2 décembre 1926 (2).

« Attendu...

« Qu'il s'agit au surplus d'une allocation unique-
« ment destinée à subvenir aux besoins de l'époux
« divorcé *jusqu'à l'issue de la liquidation* ; que cette
« pension n'est nullement fondée sur un devoir de
« secours, mais constitue une *simple avance imputa-*
« *ble* non seulement sur les revenus des reprises de
« la femme et de sa part dans la communauté, mais
« encore sur les *capitaux susceptibles* de lui advenir
« dans la liquidation.

« Considérant dès lors que, une telle pension ne
« reposant sur aucun devoir légal de secours, son
« non paiement demeure absolument en dehors des
« prévisions de la loi du 7 février 1924, et ne saurait
« à aucun titre être sanctionné comme abandon de
« famille »).

(1) D. 1926. 2. 97.

(2) D.H. 1927. 40.

Il ne nous semble pas que cette opinion soit condamnée par les arrêts de la Cour de Cassation des 5 août 1927 (1) et 11 février 1928 (2), que nous rencontrerons plus tard, et qui ne concernent que la pension allouée à l'*époux innocent* en vertu de l'article 301 du code civil.

On peut objecter, il est vrai, que c'est bien du mariage que résulte pour la femme le droit à ces avances, et que, de plus, elles sont réglées sous forme de pension, ce qui fait qu'elles sont généralement désignées sous le nom de *provisions alimentaires*.

Mais, outre ce que nous avons dit plus haut sur leur caractère, il nous semble que l'application des sanctions pénales des lois de 1924 et de 1928 dans cette hypothèse, c'est-à-dire contre le *mari innocent*, serait totalement contraire à l'esprit de ces lois.

Nous refuserons donc dans ce cas à la *femme coupable* le bénéfice de la protection pénale.

D'ailleurs la non application, dans cette hypothèse, des lois de 1924 et de 1928 n'offre pas de graves inconvénients pour la femme. Normalement en effet ce sera le notaire liquidateur qui versera directement à la créancière les arrérages de la pension prévue, et qui en fera ultérieurement l'imputation sur ses droits dans la liquidation.

(1) Gaz. Palais 1928, I, 107 ; D. 1928, I, 32 ; S. 1929, I, 78.

(2) D.H. 1928, 201 ; Gaz. Pal. 1928, I, 499.

Au contraire, cette sanction va s'appliquer en cas de refus de paiement de la pension alimentaire due aux personnes ci-après désignées et dans les cas suivants ;

I. Le Conjoint

Nombreux sont les cas où des subsides ayant le caractère alimentaire peuvent être dus par un conjoint à l'autre

Cette éventualité peut se présenter :

1° Pendant la durée de l'union conjugale en l'absence de toute demande en divorce.

2° Pendant une instance en divorce ou en séparation de corps, ou après la séparation de corps.

3° Après la rupture du mariage, soit par le divorce prononcé entre les époux, soit par le décès de l'un d'eux.

A) Pension alimentaire entre époux en l'absence de toute demande en divorce.

Normalement dans ce cas, la répression du délit d'abandon de famille ne recevra pas d'application. En effet, l'exécution du devoir réciproque de secours (art. 212 du code civil) s'accomplira, sous la communauté légale, par l'obligation pour le mari d'entretenir sa femme avec ses revenus ou ses gains personnels et les revenus des propres de sa femme ; sous les autres régimes l'accomplissement du devoir de secours résulte

tera encore du fonctionnement normal des conventions matrimoniales, le mari devant assurer l'entretien du ménage avec les ressources que le contrat de mariage met à sa disposition.

Mais, dans toutes les situations de ce genre la femme qui se verra privée de tous moyens de subsistance par la mauvaise volonté du mari ne sera pas le plus souvent en situation de poursuivre celui-ci, pour délit d'abandon de famille, s'il n'exerce pas une profession séparée.

Il faudrait supposer en effet que, la vie commune continuant, ou chose plus vraisemblable, les époux étant séparés de fait, le mari ait été préalablement condamné à verser à sa femme une pension alimentaire. Cette situation n'est pas impossible à imaginer, mais pratiquement, sauf circonstances exceptionnelles, la femme aura la ressource de songer à la séparation de corps ou au divorce, et alors elle aura la faculté, si ses ressources sont insuffisantes, de se faire allouer une pension par le tribunal en vertu de l'article 212, dans le premier cas et de l'article 301, dans le deuxième cas.

Telle sera donc la situation de la femme dont le mari possède une fortune personnelle, et n'exerce pas une profession permettant la mise en œuvre de la loi du 13 juillet 1907.

Si, au contraire, le mari vit de son travail, la pro-

cédure instituée par la loi du 13 juillet 1907 peut alors être invoquée, et la femme tire des articles 7 à 10 de cette loi, une protection efficace : le droit d'être autorisée, par le juge de paix du domicile du mari, à pratiquer une saisie arrêt sur les gains et salaires de ce dernier (faculté d'ailleurs réciproque pour le mari).

Nous nous trouvons alors, comme nous le verrons plus loin, en présence d'une décision judiciaire qui, mais seulement depuis la loi du 3 avril 1928, comporte formellement la sanction du délit d'abandon de famille.

B) Pension alimentaire allouée pendant une instance en séparation de corps ou en divorce, ou après la séparation de corps.

Au début de la procédure, après l'échec de la tentative de conciliation, le Président du tribunal peut allouer par une ordonnance à l'un des époux (généralement à la femme) une pension alimentaire pour lui et les enfants s'il en a la garde (article 238 code civil § 2). Le refus par l'époux condamné de servir cette pension donne lieu à la sanction pénale des lois de 1924 et de 1928, car le mariage subsiste et, avec lui, l'obligation de secours entre les conjoints (article 212 code civil). C'est d'ailleurs ce qu'avait décidé déjà, sous l'empire de la loi du 7 février 1924,

la Cour de Cassation par un arrêt du 21 février 1925 (1).

Le mariage subsiste également après la séparation de corps, puisque les époux ne sont déliés que d'une seule de leurs obligations, la vie commune. Dès lors l'époux, même innocent, qui se dérobe au paiement de la pension qu'il a été condamné après la séparation de corps, à servir à son conjoint, se rend coupable du délit d'abandon de famille.

C) Pensions alimentaires après la rupture du mariage

1° *après divorce* (article 301)

Si l'époux innocent ne bénéficie d'aucun avantage matrimonial ou si ceux qu'il est en mesure de réclamer paraissent insuffisants, le tribunal qui prononce le divorce peut condamner l'autre époux à lui servir une pension qui est qualifiée par le texte de « pension alimentaire » (article 301 code civil) : elle peut être accordée même par un jugement postérieur à celui qui a prononcé le divorce — Il s'agit alors de savoir si le défaut de paiement de cette pension par l'époux coupable comporte les sanctions pénales de l'abandon de famille.

La réponse à cette question dépend à la fois de

(1) D. 1925. I. 144.

la qualité qu'il convient d'attribuer au créancier et du caractère qui doit être reconnu à la pension allouée à ce dernier.

Pour écarter l'application des lois de 1924 et de 1928, on a invoqué d'abord un argument de texte. — Ces lois punissent celui qui est volontairement resté plus de trois mois sans acquitter les termes d'une pension qu'il a été condamné à verser à son *conjoint* — Or, l'époux divorcé n'est plus un conjoint, le divorce devenu définitif par la transcription du jugement sur les registres de l'Etat civil ayant rompu le lien conjugal. Il n'y a plus dorénavant que deux personnes étrangères l'une à l'autre.

Mais cette argumentation n'est pas convaincante. En effet, pour considérer la nature juridique d'un droit, il faut se placer, non pas au jour de son exercice, mais au jour où il a pris naissance. Or, à cette dernière date, c'est-à-dire au moment de la condamnation, le créancier possédait encore cette qualité de conjoint, nécessaire pour réclamer la protection des lois de 1924 et de 1928 ; et même à supposer que la pension ait été accordée par un jugement postérieur à celui ayant prononcé le divorce, époque à laquelle, par conséquent, les conjoints n'avaient plus cette qualité, la source de cette pension n'est autre que le mariage qui les a unis.

On objectait en outre que la sanction pénale n'était

applicable qu'en cas de manquement au devoir de secours qui naît du mariage. Or la pension visée par l'ar. 301 ne peut plus se baser sur un devoir de famille puisque le lien matrimonial est brisé. Elle ne constitue qu'une application particulière de l'article 1.382 du code civil : c'est une réparation forfaitaire, sous forme de pension, du préjudice causé à l'époux innocent par la rupture anticipée du lien conjugal. Or les lois de 1924 et de 1928 ont été édictées non pas en vue d'assurer le recouvrement d'une indemnité, mais pour garantir le paiement des pensions alimentaires dans la famille ou entre conjoints.

Mais on a justement répondu que la pension de l'article 301 est qualifiée par ce texte d'alimentaire. *L'époux innocent* ne peut d'ailleurs la réclamer que si sa subsistance n'est pas assurée. D'autre part, à la différence d'une indemnité qui a toujours un caractère définitif elle peut être révoquée lorsqu'elle n'apparaît plus comme nécessaire. Elle représente en réalité pour *l'époux innocent* la réparation, non pas de tout le préjudice que lui cause la rupture du lien conjugal, mais seulement du préjudice particulier résultant de la disparition du droit de secours (1).

(1) Planiol, Ripert et Rouast, *Traité pratique de droit civil*, Tome II, n° 637.

Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e édition, par M. Bartin, Tome VII, paragraphe 480, note 32.

C'est en définitive une indemnité à laquelle la loi a donné la forme d'une pension alimentaire pour qu'elle représente, par ses traits généraux, l'exécution du devoir de secours que le mariage aurait pu imposer à l'un des conjoints envers l'autre. C'est par le motif, que l'époux innocent n'y a droit que si sa subsistance n'est pas assurée, que ce droit peut disparaître en cas de retour à meilleure fortune. D'ailleurs la limitation même de cette pension au tiers des revenus de l'époux coupable est nettement révélatrice de son caractère juridique. La fixation de ce forfait est destinée à rappeler au juge que c'est d'une pension alimentaire que l'époux coupable est débiteur et qu'il faut prendre garde de réduire ce dernier à la misère en lui imposant une indemnité trop élevée (1).

S'il est donc hors de doute que la pension allouée en vertu de l'article 301 a un fondement indemnitaire, il n'est pas moins douteux qu'elle est alimentaire en la forme et qu'elle suit les principes généraux applicables aux pensions alimentaires.

Dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi la garantie pénale ne serait pas accordée à l'époux qui a obtenu le divorce à son profit pour assurer le paie-

(1) Planiol, Ripert et Rouast. *Loc. cit.*

ment régulier de la pension qui peut lui être allouée en vertu de l'article 301 (1).

« Ne serait-il pas illogique et injuste que, s'il n'y a pas d'enfant, le conjoint coupable puisse impunément se désintéresser du sort du conjoint dont il a brisé la vie, refuser de payer la pension à laquelle il a été condamné et n'encourir de ce fait aucune sanction pénale? » (2).

La jurisprudence s'est montrée longtemps indécise (3). Enfin, par deux arrêts successifs le premier du 5 août 1927 (4) et le second du 11 février 1928 (5), la Cour de Cassation s'est prononcée nettement pour la sanction pénale du non paiement de la pension alimentaire allouée à l'époux innocent en vertu de l'article 301 (6).

« Attendu, dit le premier de ces arrêts, ... »

(1) Voir G. Ripert, *Le caractère de la pension alimentaire allouée en cas de divorce*, Chronique P.H. 1927, pages 53 et suivantes.

(2) G. Ripert, *L'abandon de famille en cas de divorce*, La Semaine juridique du 29 mars 1928, page 378.

(3) *Contre l'application de la sanction pénale* : Cour de Douai, 27 mai 1927, Gaz. Palais 1927-2-579 ; Cour de Poitiers, 27 mai 1927, cassé par l'arrêt du 5 août 1927 ci-après ; *Pour l'application de la sanction pénale*, Trib. corr. Seine 29 juin 1925, Gaz. Tribunaux 1926, 2, 403 ; 8 décembre 1925, D.H. 1927, 40 ; Cour de Colmar, 20 mars 1926, D.H. 1926, 276 ; Trib. corr. Marseille, 10 juillet 1926, D.H. 1926, 544.

(4) Gaz. Palais 1928, I, 107 ; D. 1928, I, 32 ; S. 1929, I, 78.

(5) D.H. 1928, 201 ; Gaz. Palais 1928, I, 499.

(6) A. Rouast, *Observations sur cette jurisprudence*, *Revue critique de législation et de jurisprudence* 1928, page 272.

« Que pour l'application de cette loi (du 7 février
« 1924), il importe peu que l'époux *au bénéfice du-*
« *quel le divorce a été prononcé* ait perdu la qualité
« de conjoint, dès lors que c'est en cette qualité qu'il
« a obtenu une pension alimentaire ; qu'en effet la
« loi du 7 février 1924 a eu pour objet de réprimer
« l'abandon de famille, et que *celui des époux dont*
« *les torts* ont motivé la décision de divorce à la
« requête de son conjoint doit être considéré comme
« s'étant, par sa faute, rendu coupable de l'abandon
« dans lequel se trouve ce dernier ».

Et le deuxième arrêt déclare :

« Attendu, pour l'application de cette loi (du 7
« février 1924), qu'il importe peu que *l'époux au*
« *bénéfice duquel le divorce a été prononcé* ait perdu
« la qualité de conjoint, dès lors que c'est en cette
« qualité qu'il a obtenu ladite pension ; qu'en effet
« la loi du 7 février 1924 a eu pour effet de réprimer
« l'abandon de famille, et que *celui des époux dont*
« *les torts* ont motivé une décision de divorce à la
« requête de son conjoint, doit être considéré comme
« s'étant, par sa faute, rendu coupable de l'abandon
« dans lequel se trouve ce dernier. »

Cette solution est excellente ; il y a lieu de noter
en effet que vraisemblablement ce sera surtout dans
cette hypothèse que l'application des peines édictées
par les lois de 1924 et de 1928 rendra le plus de ser-

vices, car ces pensions restent fréquemment impayées.

La perspective de la sanction pénale rendra effective la condamnation prononcée contre l'époux coupable.

Remarquons ici que cette pension alimentaire étant fondée sur la réparation d'un délit, la charge en est transmissible aux héritiers du débiteur (1), car l'époux innocent a droit pendant toute sa vie au service de cette pension, sinon il n'obtiendrait pas la réparation adéquate au préjudice que la faute de son conjoint lui a causé.

Toutefois, en cas de refus de paiement par les héritiers de l'époux coupable, la sanction pénale de l'abandon de famille ne sera applicable que si ces derniers sont des descendants communs.

2° Après le décès de l'un des époux
(article 205, alinéas ajoutés par la loi du 9 mars 1891)

Le droit de secours et d'assistance ne se limite pas à la vie des époux ; la loi du 9 mars 1891, qui a ajouté plusieurs paragraphes à l'article 205 du code civil, dispose en effet que la succession de l'époux prédécédé est tenue de la dette d'aliments envers le survivant qui est dans le besoin. Cette éventualité

(1) Planiol, Ripert et Rouast. Tome II, n° 642 ; Lyon, 4 juin 1892. D., 93. 2. 32 ; S., 93. 2. 60.

peut se présenter lorsque celui-ci ne peut pas exercer sur la succession l'usufruit que lui attribue la loi du 9 mars 1891, récemment élargie par celle du 29 avril 1925 (article 767 du code civil), ou lorsque cet usufruit est insuffisant pour le faire vivre. L'utilité de cette pension alimentaire s'explique par le motif que le conjoint survivant, n'étant pas au nombre des héritiers réservataires, peut être dépouillé de son droit d'usufruit par les dispositions testamentaires prises par le défunt en faveur d'autres personnes.

Certains auteurs ont cependant contesté qu'il s'agit d'une véritable créance alimentaire (1).

Partant de l'idée généralement admise aujourd'hui par la doctrine et la jurisprudence (2), que l'obligation alimentaire fondée sur le lien de parenté est intransmissible, ils considèrent que l'article 205 aurait uniquement pour objet de déterminer d'une autre manière les droits qu'aurait dû recueillir l'époux survivant dans la succession du conjoint prédécédé, droits dont il aurait été privé par la volonté de ce dernier. Le législateur, également désireux de ne pas augmenter le nombre des héritiers réservataires et de ne pas laisser cependant le conjoint survi-

(1) Maurice Lorient, *Op. cit.*, page 131.

(2) La jurisprudence a adopté le système de l'intransmissibilité de l'obligation alimentaire fondée sur le lien de parenté, depuis un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 3 juillet 1857, S., 1857, I., 869.

vant dans la misère, aurait attribué à celui-ci non pas une créance alimentaire qui aurait survécu à la mort du débiteur, mais un véritable droit de succession inférieur à celui qui, normalement, devait revenir au survivant.

Mais cette opinion prête à certaines critiques qui paraissent justifiées ; et, si l'on veut admettre le système de l'intransmissibilité de l'obligation alimentaire fondée sur le lien de parenté, on est bien forcé de considérer que nous nous trouvons ici, de même que dans l'hypothèse prévue par l'article 762 du code civil, dans un cas qui fait exception à la règle.

D'abord l'opinion rapportée n'explique pas la faculté pour le survivant de réclamer, même au cas où il jouit de l'usufruit de l'article 767 du code civil, une pension alimentaire. S'il a ce droit, c'est donc que le devoir de secours entre conjoints a survécu au décès du débiteur en grevant désormais la succession de ce dernier. Tels sont d'ailleurs les termes formels de l'article 205 « La succession de l'époux prédécédé en doit (des aliments)... à l'époux survivant ».

Enfin le caractère de pension alimentaire résulte nettement de ce que l'existence d'un jugement de séparation de corps même prononcé aux torts du survivant n'a pas pour résultat d'enlever à ce dernier, s'il est dans l'indigence, son droit aux aliments. Sans doute le droit de succession lui échapperait dans

ce cas, mais il conserve la faculté de se prévaloir de l'article 205 alinéa 2, précisément parce que ce texte confère **une créance alimentaire**, et non un droit de succession. Au surplus, les règles ordinaires des pensions alimentaires sont applicables à la pension éventuellement due au survivant ; notamment pour en fixer le chiffre il sera tenu compte des besoins et des ressources de l'époux qui la réclame et aussi de l'importance de la succession.

En outre, si la situation pécuniaire de l'époux survivant s'améliore par la suite, la pension qui lui avait été allouée pourra être diminuée ou même totalement supprimée (1).

D'autre part, on ne saurait tirer argument du fait que le texte de la loi porte que c'est « la succession » du prédécédé qui « doit » les aliments ; puisqu'il y a un créancier d'aliments, il doit avoir en face de lui un ou plusieurs débiteurs qui sont en réalité les héritiers et successeurs universels du défunt ; à la vérité ces débiteurs ne sont pas tenus personnellement et sur tous leurs biens, mais seulement sur les biens de la succession : telle est la signification qu'il convient de donner au texte.

Etant donné ce que nous venons de dire sur le caractère alimentaire de cette créance, il semble donc

(1) Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de droit civil*, dixième édition, Tome I, N^o 907 et suivants.

que son défaut de paiement comporte l'application des sanctions pénales prévues par les lois de 1924 et de 1928 contre les héritiers de l'époux prédécédé mais à la condition que ces héritiers soient des descendants communs (1).

Si, à défaut de ces derniers, il s'agissait d'ascendants du conjoint prédécédé, de frères et de sœurs ou d'autres personnes d'un degré plus éloigné, les sanctions pénales ne sauraient leur être appliquées.

Mais il est probable qu'en fait ces lois trouveront rarement leur application à cette hypothèse, car, outre que le survivant des époux aura avantage au cas où il s'agit de descendants communs, de leur réclamer personnellement des aliments, le délai imparti au conjoint survivant pour faire sa réclamation n'étant que d'un an à partir du décès (délai prolongé en cas de partage jusqu'à son achèvement), le notaire chargé du règlement de la succession prendra les mesures nécessaires pour assurer le service de la pension en procédant, par exemple, du consentement des héritiers, à l'immatriculation d'un titre de rente au nom du créancier pour l'usufruit, et des successibles pour la nue-propriété.

(1) Il est bien vrai que dans ce cas ces personnes sont tenues *personnellement* de fournir des aliments au conjoint survivant ; mais nous envisageons l'hypothèse où ce dernier réclame des aliments à la *succession* du prédécédé.

II. *Les descendants*

Sous l'empire de la loi du 7 février 1924, seuls les *enfants mineurs* se trouvaient protégés pénalement contre le non paiement de la pension alimentaire, pouvant leur avoir été allouée (1).

La loi du 3 avril a considérablement élargi le champ d'application de la sanction pénale en remplaçant les mots « *enfants mineurs* » par celui de « *descendants* ».

Avant cette dernière loi on s'était posé la question de savoir si les grands parents étaient passibles de sanctions pénales pour le cas de non paiement d'une pension alimentaire à laquelle ils avaient été condamnés envers leurs petits enfants mineurs. S'appuyant sur les travaux préparatoires et sur l'idée que la loi du 7 février 1924 « en donnant au délit nouveau qu'elle avait créé le nom d'abandon de famille » avait conféré une portée générale à ses prescriptions et manifesté la volonté de sanctionner pénalement tous les manquements aux obligations alimentaires établies par le code civil entre les membres d'une même famille, et fixées par décision de justice, la Cour d'Appel d'Alger avait, par un arrêt du 3

(1) La loi belge du 14 janvier 1928, inspirée par la loi du 7 février 1924, protège pénalement non seulement les enfants mineurs, mais les « descendants » d'une façon générale.

novembre 1927 (1), décidé que les petits enfants mineurs étaient protégés pénalement contre le non paiement de la pension à eux due par leurs grands parents.

Cette décision avait été confirmée peu après par un arrêt de la Cour de Cassation (2).

La question n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, car le texte nouveau de la loi du 3 avril 1928 ne prête pas à équivoque : Les *descendants*, même majeurs, bénéficient de la protection de la sanction pénale quel que soit leur degré. La jurisprudence se trouve donc être confirmée légalement.

Il n'est pas douteux non plus que cette protection pénale profite également aux descendants adoptifs, qui sont assimilés aux descendants légitimes (3).

D'autre part, le texte de la loi étant général et ne distinguant pas entre les descendants légitimes et naturels, la sanction pénale s'appliquera au cas de non paiement d'une pension alimentaire due à un enfant naturel dont la filiation a été légalement établie (4).

(1) Gaz. Palais 1927. 2. 944 ; S. 1928. 2. 54.

(2) Cass. Crimin. 10 février 1928, D.H. 1928. 201 ; Gaz. Palais 1928. 1. 451.

(3) Cass. 10 novembre 1869, D. 70. I. 121, S. 70. I. 18, articles 352, 353 nouveaux du code civil.

(4) Il est vrai qu'aucun texte ne prévoit l'obligation alimentaire entre parents naturels, mais la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour étendre à la parenté naturelle les règles de l'obliga-

Cette application avait d'ailleurs été expressément prévue par M. Louis Marin dans l'exposé des motifs de la loi du 7 février 1924 (1).

Ainsi en a décidé d'ailleurs un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 7 janvier 1927 (2).

Mais, l'obligation alimentaire entre parents naturels ne s'étendant pas à ceux qui se trouvent à un degré plus éloigné, les lois de 1924 et de 1928 se borneront à protéger pénalement *l'enfant naturel*.

Nous arrivons maintenant au cas des enfants adultérins et incestueux, qui ont le droit de réclamer des aliments à leurs père et mère (argument tiré de l'article 762 du code civil). Pour qu'une pension alimentaire puisse leur être accordée il faut supposer que leur filiation a été préalablement établie ; or, la recherche de la filiation adultérine ou incestueuse étant interdite (articles 335 et 342 du code civil), cette filiation ne se trouvera légalement fixée que dans des cas exceptionnels, par exemple au cas d'annulation d'un mariage contracté à un degré

tion alimentaire concernant la parenté légitime (Argument à fortiori de l'article 762 du Code civil, qui accorde des aliments aux enfants incestueux et adultérins ; Cass. 13 juillet 1886, D. 1887. I. 119 ; S. 1887. I. 65).

(1) Voir texte cité plus haut, page 23. « Ce droit, disait M. Marin, profitera naturellement à la mère naturelle qui aurait fait condamner le père à une pension alimentaire », S. lois annotés 1924, page 1.358, en note.

(2) Gaz. Palais, 24 février 1927. S. 1928. I. 256.

prohibé ou d'une action en désaveu intentée par le mari.

L'application des articles 762 et s. du code civil se trouvera donc être, de ce fait, fort rare. — Mais il n'est pas douteux qu'au cas où un enfant adultérin ou incestueux aurait obtenu par décision judiciaire une pension alimentaire payable par son père ou par sa mère, le paiement de cette pension se trouverait garanti par les sanctions pénales des lois de 1924 et de 1928.

Que décider maintenant dans l'hypothèse où les aliments sont dûs à l'enfant adultérin ou incestueux non pas par son père ou par sa mère, mais par la succession de l'un d'eux, — hypothèse expressément prévue par l'article 762 du code civil ?

Nous nous trouvons alors en face d'une situation semblable à celle où l'époux survivant réclame des aliments à la succession du prédécédé.

Comme pour ce cas, on a contesté qu'il s'agit là d'une créance d'aliments ; on y a vu un véritable droit de succession (1).

Pour notre part, et, pour des raisons semblables à celles que nous avons développées plus haut, nous y voyons un cas particulier de créance alimentaire qui fait exception à la règle générale de l'intransmissibilité.

(1) Voir Lorant. Op. cit. page 131.

En effet, les règles ordinaires des pensions alimentaires lui sont applicables. Pour en fixer le chiffre il sera tenu compte des besoins et des ressources de l'enfant qui la réclame et aussi de l'importance de la succession ; en outre si la situation pécuniaire du créancier d'aliments s'améliore par la suite, la pension qui lui avait été allouée pourra être diminuée ou même totalement supprimée.

Il s'agit donc bien d'une créance d'aliments dont les débiteurs sont les héritiers et successeurs universels du défunt (1).

Mais, dans la situation envisagée, en cas de non paiement de cette pension, on ne peut considérer comme possible l'application des sanctions pénales des lois de 1924 et de 1928. En effet il n'y aura aucun lien de parenté entre les héritiers débiteurs d'aliments et le créancier ; dans ces conditions ce dernier ne pourra se prévaloir en pareil cas des garanties d'ordre pénal édictées par ces lois. Et il n'aura à sa disposition que les sanctions civiles que tout créancier possède contre son débiteur.

III. *Les Ascendants*

Le texte des lois de 1924 et de 1928 prévoit comme personnes protégées « *les ascendants* ».

(1) A la vérité ces personnes ne sont pas tenues de la dette alimentaire *personnellement* et sur tous leurs biens, mais seulement sur les *biens de la succession*.

De la généralité de ce terme nous déduirons que tous les ascendants, quel que soit leur degré, sont protégés par les sanctions pénales de ces lois. C'est d'ailleurs en partant de cette idée que la jurisprudence avait étendu cette protection pénale, avant la loi de 1928, aux petits enfants, en raison de la réciprocité qui est l'un des caractères dominants de l'obligation alimentaire (1).

De même cette sanction pénale protégera également les ascendants adoptifs, les père et mère naturels (pour ces derniers l'obligation alimentaire ne s'étend pas à un degré plus éloigné).

Que décider en ce qui concerne les père et mère adultérins ou incestueux?... Malgré le caractère de réciprocité de l'obligation alimentaire, étant donnés le cas particulier prévu et les termes restrictifs de l'article 762 du code civil, on est d'accord pour leur refuser le droit de réclamer des aliments à leurs enfants adultérins ou incestueux ; le motif invoqué est qu'une faute aussi grave que l'adultère ou l'inceste ne peut pas créer de droit au profit de celui qui l'a commise (2).

L'application des lois de 1924 et de 1928 ne peut donc se concevoir dans ce cas.

(1) Voir ci-dessus pages 65 et 66.

(2) Trib. Lisieux, 14 novembre 1901, D. 1902, 2. 221 ; S. 1902, 2. 309.

IV. *Les Alliés*

Comme nous l'avons dit plus haut (1), les alliés ne font pas partie des personnes expressément visées par les lois de 1924 et de 1928.

Cependant, peu de temps après la mise en application de la loi de 1924, la question s'est posée de savoir si les sanctions pénales édictées par cette loi, devaient bénéficier aux beaux-pères et belles-mères à l'encontre de leurs gendres et brus et, par réciprocité si ces derniers devaient en profiter à l'encontre de leurs beaux-parents.

Les articles 206 et 207 du Code Civil décident en effet que l'obligation alimentaire a lieu réciproquement entre ces personnes, tant que l'affinité n'a pas disparu par la mort de celui des époux qui la produisait ou le décès des enfants issus de leur union — ou, d'après la Cour de Cassation, par le divorce même s'il y a des enfants du mariage (2).

L'opinion généralement admise était que, par suite du caractère pénal des lois envisagées, l'énumération des personnes qu'elles visent était nécessairement limitative (3).

On objectait en outre ce qu'il y aurait de choquant à assimiler sous les mêmes sanctions des manque-

(1) Voir ci-dessus, page 46.

(2) Cass. 13 juillet 1891. D. 93. 1. 353 ; S. 91. 1. 311.

(3) Planiol, Ripert et Rouast. *Traité pratique de droit civil français*. Tome 2, page 36, note 4.

ments à des obligations qui ne présentent forcément pas le même degré de gravité suivant les personnes qui s'en rendent coupables.

« Qu'on frappe de peines correctionnelles le mari,
« le père, qui déserte le foyer conjugal et laisse à
« l'abandon une femme et des enfants sans se sou-
« cier si sa désertion, en privant la famille des res-
« sources nécessaires, ne réduira pas à la misère et
« à l'indigence des êtres qu'il avait le devoir de nour-
« rir et d'élever, cela se comprend et on peut ap-
« plaudir à la réforme législative, comme à un pro-
« grès humanitaire. Qu'on punisse également de la
« même façon l'ignominie du fils ou de la fille qui
« laisse dans le dénuement ceux à qui il doit le jour,
« la sanction pénale se justifie encore. Mais, qu'on le
« veuille ou non, on ne saurait placer sur le même
« pied et élever au même rang que les liens du sang
« les rapports créés par la seule alliance. Il ne suf-
« fit pas de trouver une identité de dette alimentaire
« pour en déduire une identité de conséquences juri-
« diques. Le droit civil et le droit pénal, parce que
« leurs sanctions diffèrent, peuvent très bien ne pas
« attacher l'un et l'autre à l'inexécution de toutes ces
« obligations alimentaires la même uniformité de con-
« séquences » (1).

En faveur de l'opinion contraire on alléguait les

(1) S. 1926. I. 329, note de M. Roux.

termes employés dans l'exposé des motifs de la loi du 7 février 1924 (1). Cette objection était, toutefois, critiquable, car, en matière pénale il importe de s'en tenir strictement aux termes mêmes de la loi bien plus qu'aux idées exprimées dans l'exposé des motifs qui accompagne le projet déposé devant le Parlement. Or, d'une façon générale dans le langage du droit pénal, le terme « ascendant » ne comprend pas les ascendants par alliance.

Quoi qu'il en soit, c'est cette solution qui a prévalu et, par un arrêt en date du 4 juillet 1925 (2), la Cour de Cassation a décidé que le défaut de paiement de la pension alimentaire dûe par les gendres et belles-filles à leurs beaux-pères et belles-mères était puni des peines de l'abandon de famille.

« ... Et attendu, d'autre part, que ladite loi, retenant dans ses prévisions le défaut de paiement de « pension alimentaire aux ascendants, s'applique « aux gendres et belles-filles soumis par l'article 206 « du Code Civil aux mêmes obligations alimentaires « que les enfants... ».

Par réciprocité on doit considérer que les gendres et belles-filles seront protégés pénalement contre le

(1) Voir texte cité plus haut, page 37 « Ce droit, disait M. Marin... se retournera aussi contre les gendres et belles-filles qui doivent des aliments dans les conditions de l'article 206 du code civil. »

S. lois annotées 1924, page 1358, en note.

(2) S. 1926. I. 329.

non paiement de la pension alimentaire pouvant leur être due par leurs beaux-pères et belles-mères.

Mais, étant donnés les termes de l'article 206, il convient de remarquer que l'obligation alimentaire, et par conséquent l'application des lois de 1924 et de 1928, se bornent aux rapports entre gendres et brus d'une part, et beaux-pères et belles-mères d'autre part, sans s'étendre aux alliés du deuxième degré ou d'un degré plus éloigné.

L'obligation alimentaire prévue par l'article 206 est étendue par la jurisprudence (1) aux rapports entre l'époux et les père et mère naturels de son conjoint ; en cas de non paiement, les sanctions pénales des lois de 1924 et de 1928 seront donc applicables.

Par contre, il n'existe aucune obligation alimentaire entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté (argument de l'article 356), ni entre les père et mère de l'enfant adultérin ou incestueux et le conjoint de ce dernier (argument de l'article 762).

(1) Paris, 28 mars 1840. S. 1840, 2. 425.

PARAGRAPHE II

NÉCESSITÉ D'UNE DÉCISION DE JUSTICE

ACCORDANT LA PENSION ALIMENTAIRE OU LES SUBSIDES

Les lois du 7 Février 1924 et du 3 Avril 1928 subordonnent le délit d'abandon de famille à la condition que la pension alimentaire non payée ait été allouée par *décision de justice*. Par conséquent, toutes les fois que la pension résultera seulement d'une convention passée entre le créancier et le débiteur, le refus de paiement de cette pension ne sera pas sanctionné par les lois dont il s'agit. Il n'y a pas à distinguer à cet égard entre le contrat sous seing privé et le contrat passé dans la forme notariée. L'acte notarié possède sans doute, entre autres avantages, comme les jugements, la force exécutoire, mais il ne constitue pas une décision de justice. Assurément, le créancier qui obtiendra un jugement de condamnation pour les arrérages échus et non réglés de cette pension conventionnelle jouira de l'hypothèque judiciaire comme garantie de recouvrement, mais il ne pourra pas user de la sanction pénale, réservée uniquement aux pensions dont le titre constitutif est une décision judiciaire.

Il en est ainsi, soit que la convention s'applique à une obligation alimentaire due en vertu de la loi, soit qu'elle ait pour objet la fourniture d'aliments à une personne vis-à-vis de laquelle le débiteur n'était tenu

par aucune obligation légale ; dans ces deux cas nous sommes en dehors du domaine d'application des lois de 1924 et de 1928, car la condition indispensable pour l'existence du délit d'abandon de famille, à savoir une décision de justice préalable, fait défaut.

Quelle est la raison de cette exigence ? Pourquoi la sanction pénale est-elle subordonnée à la nécessité d'une décision de justice préalable ? C'est que, vraisemblablement, la détermination d'une pension alimentaire par une convention a pour résultat d'en modifier le caractère juridique et notamment de supprimer les deux traits essentiels de l'obligation alimentaire légale, c'est-à-dire la *variabilité* et la *non transmissibilité*, traits qui résultent, le premier, de l'article 208 du Code Civil et le deuxième d'une tradition séculaire.

En convenant d'une pension alimentaire fixe, quelles que soient les fluctuations ultérieures de la situation du débiteur ou du créancier, les contractants sont sortis du cadre de l'obligation alimentaire légale qui est essentiellement variable suivant les besoins du créancier et les ressources du débiteur. Et en outre ils s'en sont très nettement séparés en assignant la transmissibilité à l'obligation née de leur convention (1).

(1) Voir Cass. Civ. 29 novembre 1893, P.F. 1894, 6, 23 ; Trib. Versailles 23 février 1900, S. 1901, 2, 255 Et Lorant, op. cit. pages 37 et suivantes.

Il s'agit en conséquence d'une obligation tout à fait distincte de celle consacrée par la loi, d'une obligation *purement conventionnelle*, dérogeant aux éléments constitutifs de l'obligation alimentaire réglementée par les articles 205 et suivants du code civil, dont les juges ne pourront en rien modifier l'étendue et les effets. On conçoit dès lors que le législateur n'ait pas cru devoir attacher la sanction du délit d'abandon de famille à une obligation si profondément différente de celle qui est consacrée entre proches parents par le code civil.

Enfin, on peut ajouter que le fait par le juge de préciser l'importance et le terme de l'obligation alimentaire constitue un rappel suffisamment précis de la nécessité d'exécuter un devoir de famille pour que la persistance du débiteur dans l'accomplissement de son devoir légal mérite désormais de constituer un délit pénal (1).

Si nous envisageons maintenant le cas où l'obligation alimentaire est fixée par une décision judiciaire au profit de l'une des personnes qui y a droit en vertu des articles 205 et suivants du code civil, nous constaterons qu'elle réunit tous les caractères de l'obligation alimentaire légale; elle obéit notamment aux deux règles de la variabilité et de l'intransmis-

(1) G. Ripert. *La règle morale dans les obligations civiles*, op. cit. n° 177.

sibilité qui forment en quelque sorte ses traits fondamentaux. Le juge pourra toujours, à la requête des parties, revenir, suivant les circonstances, sur la détermination primitive de la pension ; d'autre part celle-ci ne se transmettra pas à la charge des héritiers du débiteur ou au profit de ceux du créancier (1). Il ne saurait y avoir lieu qu'à une pension nouvelle au cas où, par leur degré de parenté et en raison de leur situation pécuniaire, les uns auraient le droit de la réclamer et les autres l'obligation de la fournir.

C'est qu'en effet la source de la dette alimentaire n'est pas dans le jugement qui condamne le débiteur à une pension ; ce jugement ne fait qu'une évaluation provisoire de la dette, telle qu'elle résulte, au moment envisagé, des ressources respectives des parties (2).

Ainsi seules les pensions alimentaires allouées par décision de justice sont protégées par les lois de 1924 et de 1928. Mais il faut qu'il s'agisse d'une véritable décision judiciaire ; peu importe d'ailleurs le caractère de cette décision.

En conséquence, une transaction même homologuée ne conférant même pas hypothèque judiciaire, ne saurait à fortiori constituer un titre suffisant pour fonder une poursuite pénale contre le débiteur.

(1) Sauf les exceptions des articles 205 et 762 du code civil que nous avons déjà mentionnées.

(2) Planiol, Ripert et Rouast, op. cit. n° 40.

car elle n'équivaut pas à la décision de justice requise comme condition constitutive du délit (1).

Au contraire toute décision judiciaire portant condamnation à payer une pension alimentaire due en vertu de la loi comporte le cas échéant la sanction du délit d'abandon de famille.

Aux décisions de justice proprement dites il convient d'assimiler une sentence arbitrale *rendue exécutoire* par une ordonnance émanant du Président du tribunal civil.

Les arbitres sont en effet des juges choisis par les parties. Ce sont sans doute des particuliers auxquels elles donnent mission de trancher le différend qui les divise; mais la décision rendue par eux n'en est pas moins un véritable jugement. Le code de procédure (article 1020 et suivants) lui donne formellement cette qualification; elle est d'ailleurs susceptible d'appel, et *munie de la force exécutoire* résultant de l'ordonnance du Président, elle emporte hypothèque judiciaire (3).

Voici les principales hypothèses que comportent les prévisions des lois de 1924 et de 1928 :

1^{er} — Tel sera le cas d'un jugement du tribunal

(1) Trib. corr. Strasbourg, 29 octobre 1926, *Recueil des sommaires de la jurisprudence française*, mai 1927, n° 1.720.

(2) Colin et Capitant *Cours élémentaire de droit civil français*, tome II, page 931. Contre cette opinion : Planiol et Ripert, *Traité élémentaire du Droit civil*, tome II, n° 2.863.

départemental (au-dessus de 3.000 francs) ou du juge de paix (jusqu'à 3.000 francs) condamnant un ascendant ou un descendant au paiement d'une pension alimentaire, ou un époux séparé de corps ou séparé de fait au paiement d'une pension envers son conjoint.

Le paiement de cette pension sera garanti non seulement par l'hypothèque judiciaire, mais en outre par les sanctions pénales du délit d'abandon de famille.

2^eent — La même sanction sera applicable à l'époux qui refusera de payer, au cours d'une procédure de divorce ou de séparation de corps, la provision alimentaire que le Président du Tribunal aura accordée pour la durée de l'instance à l'autre époux et aux enfants communs, si ce dernier en a la garde, en vertu de l'article 238, § 2, du code civil. Peu importe d'ailleurs que cette provision ait été ordonnée par l'ordonnance de non conciliation ou par une ordonnance sur référé intervenue au cours de l'instance.

3^eent — Si la pension dont il s'agit est modifiée au cours de l'instance en divorce ou en séparation de corps (article 238, § 5), modification qui peut résulter soit d'un jugement provisoire spécial, soit d'une disposition particulière d'un jugement interlocutoire ordonnant une mesure d'instruction, l'époux condamné au paiement de cette pension commettra le délit d'abandon de famille, s'il s'abstient d'en effec-

tuer le versement et cela même s'il a exercé une voie de recours contre la décision dont il s'agit, car le tribunal ou la Cour a la faculté d'autoriser l'exécution provisoire en ce qui concerne la pension (article 135, § 7, et 155 du code de procédure civile).

Par contre les sanctions prononcées par les lois de 1924 et de 1928 seraient inapplicables en cas de non paiement de la provision *ad litem* accordée à l'un des époux au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps par un jugement provisoire, car cette provision n'a pas un caractère exclusivement alimentaire (1).

4ent — Le jugement qui prononce le divorce ou la séparation de corps peut accorder une pension alimentaire soit à l'époux innocent, soit à celui qui reçoit la garde des enfants communs (articles 301 et 303 du code civil). (Ce sont d'ailleurs ces derniers qui sont, dans ce dernier cas, les véritables bénéficiaires de la pension). Cette décision, devenue exécutoire, comportera elle aussi les sanctions des lois de 1924 et de 1928.

5ent — A la suite d'une action en recherche d'une paternité ou d'une maternité naturelle le jugement ou l'arrêt qui reconnaîtra la filiation pourra condamner le père ou la mère à verser une pension alimen-

(1) Goyet. Le délit d'abandon de famille. *Les lois nouvelles*, n° du 15 juillet 1928, page 289, note 9.

taire aux parents ayant la garde de l'enfant pour contribuer à l'entretien de celui-ci. En ce qui touche la pension alimentaire, le tribunal ou la Cour peut alors prescrire l'exécution provisoire (articles 135, § 5 et 155 du code de procédure civile); dès lors, nonobstant appel ou opposition, le débiteur qui n'acquiesce pas les termes de cette pension à leur échéance commettra le délit d'abandon de famille.

6ent — En cas de déchéance totale ou partielle de la puissance paternelle, la décision de la juridiction compétente (tribunal civil, tribunal correctionnel, Cour d'Appel, Cour d'Assises — loi du 24 juillet 1889 modifiée par celle du 15 novembre 1921, articles 3 et 9) prononcera fréquemment une condamnation du père, de la mère ou des ascendants à payer une pension représentant les frais d'entretien de l'enfant soustrait à leur garde (article 12). Une provision peut même être allouée à l'enfant dès le début de l'instance (article 5). Ces décisions peuvent être déclarées exécutoires par provision, nonobstant l'exercice des voies de recours (articles 4 et 5); elles sont également sanctionnées par les lois de 1924 et de 1928.

7ent — On s'était demandé, sous l'empire de la loi du 7 février 1924, si l'autorisation donnée par le juge de paix à l'un des époux de saisir arrêter les salaires de son conjoint, pour l'obliger à contribuer aux charges du ménage (loi du 13 juillet 1907, article 7)

comportait, en cas de refus du débiteur de s'acquitter, la sanction du délit d'abandon de famille. L'objection venait de ce que, dans cette hypothèse, il n'y a pas à proprement parler de condamnation de l'époux débiteur à payer une pension alimentaire. Il peut être simplement contraint, par la voie de la saisie arrêt opérée sur ses salaires, à verser sa part contributive aux charges du ménage. Le doute venait surtout de ce que le texte de l'article premier de la loi du 7 février 1924 prévoyait une condamnation prononcée en vertu de la loi du 13 juillet 1907 comme condition d'existence du délit d'abandon de famille. Le tribunal correctionnel de Valenciennes en avait conclu que le défaut de paiement de la pension ne comportait pas de sanction pénale, les éléments constitutifs du délit d'abandon de famille n'existant pas, faute d'une condamnation de l'époux débiteur (1). « C'est par erreur, portait ce jugement, que l'article premier de la loi du 7 février 1924 vise la personne condamnée à fournir une pension alimentaire en vertu de la loi du 13 juillet 1907, puisque celle-ci ne permet de prononcer aucune condamnation et met seulement aux mains du créancier d'une pareille pension un titre exécutoire lui permettant de pratiquer une saisie arrêt ».

(1) Trib. corr. de Valenciennes, 3 décembre 1924, Gaz. palais 1925, I, 451.

Cette décision avait été justement critiquée. On estimait avec raison qu'elle était contraire au texte de la loi et aux travaux préparatoires. Le but du législateur de 1924 était incontestablement de frapper d'une sanction pénale particulièrement énergique le conjoint qui se déroberait à ses obligations. La loi sans doute exige, pour l'existence du délit, la détermination de la pension par un jugement. Mais cette détermination résulte clairement de la décision du juge de paix qui fixe la part contributive de l'époux débiteur. N'y a-t-il pas exagération d'un formalisme injustifié à exiger en outre une sorte de condamnation supplémentaire (1).

Le législateur de 1928 a tenu compte du bien fondé de ces critiques. Il a estimé que l'époux créancier ne pouvait pas rester désarmé devant la mauvaise foi de son conjoint, qui s'ingéniait à rendre inopérante la saisie arrêt pratiquée sur ses salaires en changeant fréquemment d'employeur ou en provoquant une modification de la forme de sa rémunération. Et désormais la loi du 3 avril 1928 a mis obstacle à toute interprétation du genre de celle du tribunal de Valenciennes en remplaçant, dans l'article premier de la loi de 1924, les mots « *ayant été condamnée en vertu de la loi du 13 Juillet 1907* » par ceux-ci « *au*

(1) En ce sens Planiol, Ripert et Rouast. *Traité pratique de droit civil*, Tome II, n° 359.

mépris d'une décision rendue contre elle en vertu de l'article 7 de la loi du 13 Juillet 1907 » et en ajoutant « ... sans fournir les subsides déterminés par le juge... ».

PARAGRAPHE III

DÉFAUT DE PAIEMENT PENDANT TROIS MOIS DES TERMES DE LA PENSION A LAQUELLE LE DÉBITEUR A ÉTÉ CONDAMNÉ

Désireux de ne punir que l'auteur d'un véritable manquement aux obligations familiales, sans vouloir atteindre de simples négligences, le législateur a exigé comme l'un des éléments du délit le défaut de paiement pendant plus de trois mois de la pension alimentaire. L'article premier de la loi du 7 février 1924, modifié par la loi du 3 avril 1928, est formel à ce sujet : il vise uniquement celui qui est demeuré plus de trois mois sans fournir les subsides déterminés par le juge, ni acquitter les termes de la pension.

De là résultent les conséquences suivantes :

1^o) Les sanctions du délit d'abandon de famille n'ont pu s'appliquer qu'au débiteur qui s'est abstenu volontairement de payer la pension pendant plus de trois mois depuis la promulgation de la loi de 1924 ; toute décision contraire eut été une violation

flagrante du principe de la non rétroactivité d'une loi pénale nouvelle (1).

2°) Il faut que le non paiement de la pension ou l'interruption de son service ait eu lieu pendant une durée totale de trois mois et que les trois mois soient intégralement écoulés au moment des poursuites (2).

Dans le cas où le délai de trois mois résulterait d'une simple modification des échéances (paiement trimestriel substitué à trois paiements mensuels par exemple), M. Marin avait proposé, dans l'exposé des motifs de la loi de 1928, que le retard en résultant devrait suffire pour entraîner l'application des sanctions pénales. Mais cette opinion a été écartée par la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre des Députés (rapport de M. Cautru à cette assemblée (3)).

3°) En ce qui concerne les pensions alimentaires dues aux descendants majeurs, qui ont été ajoutés par la loi du 3 avril 1928 à la liste des personnes protégées, le point de départ du retard de trois mois dans le paiement des arrérages des pensions qui pen-

(1) Cass. crim. 22 novembre 1924, S. 1924. 1. 375 ; Amiens, ch. corr. 11 décembre 1924, Gaz. Palais, 28 janvier 1925 ; Cass. crim. 24 juillet 1925, S. 1926. 1. 334 ; Rochefort, 11 mars 1926, D.H. 1926. 279.

(2) Voir les décisions rapportées ci-dessus et trib. corr. Aix, 6 novembre 1924, Gaz. trib. 6 et 7 février 1925 ; trib. corr. Caen 8 mai 1924, recueil Caen, 2^e cahier 1924 ; ch. corr. Dijon 5 mars 1925, Gaz. Palais, 6 mai 1925 ; trib. corr. de Bourg, 5 mai 1926, la loi du 7 juillet 1926 ; Cass. crim. 10 Décembre 1926, S. 1928. 1. 117.

(3) S. *Lois annotées* 1928, page 1724, colonne 3, en note.

vent leur être dues doit être postérieur à la promulgation de la loi nouvelle.

Mais, réserve faite de ces observations préliminaires, d'assez sérieuses difficultés s'élèvent relativement à la réalisation de cette troisième condition requise pour l'existence du délit d'abandon de famille.

I. — *Est-il nécessaire d'abord, que le jugement de condamnation ait été signifié au débiteur pour faire courir le délai de trois mois?*

A cet égard deux conceptions sont possibles.

Si on part de l'idée que l'élément essentiel du délit est la mauvaise foi et que le débiteur est coupable toutes les fois qu'il n'exécute pas une sentence dont il a eu connaissance, on décidera que le point de départ du délai de trois mois se place à la date où le débiteur a été informé, d'une manière quelconque de la sentence, sans se préoccuper des formalités de procédure.

Mais il ne faut pas perdre de vue que le caractère essentiel du délit d'abandon de famille consiste dans *l'inexécution d'une obligation civile*. Il convient donc de se référer, à ce point de vue, aux dispositions de la loi civile et aux règles générales qui gouvernent les significations des décisions judiciaires. Or il est de principe que tout jugement définitif ou provisoire prononçant une condamnation n'est suscepti-

ble d'exécution qu'après avoir été signifié à partie et a avoué s'il y en a un en cause (1).

En vertu de cette règle générale, on doit considérer que la condamnation au paiement d'une pension alimentaire n'est officiellement connue du débiteur que du jour de la signification. Il n'y a d'exception que pour le jugement ou l'arrêt prononçant la déchéance totale ou partielle de la puissance paternelle, car la signification n'est alors exigée par la loi du 24 juillet 1889, article 7, que si le tribunal ou la Cour a statué par défaut. Sous cette réserve, le délai de trois mois ne prendra son point de départ qu'à partir de la date de la signification, car c'est à compter de cette date que le débiteur devra exécuter son obligation.

Il faut noter toutefois que l'exercice du droit d'appel ou d'opposition empêchera le délai de courir, à moins que le tribunal n'ait ordonné l'exécution provisoire.

Cependant la jurisprudence ne semble pas définitivement fixée sur ce point et un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (15^e Chambre) du 30 Juin 1927 (2) décide que le délai de trois mois court du jugement qui a condamné contradictoirement le prévenu à servir la pension alimentaire, sans

(1) *Code de procédure civile*, article 147.

(2) *Semaine juridique*, 6 octobre 1927.

qu'il soit besoin de signification ni de mise en demeure. Il suffit, d'après cette décision, que plus de trois mois se soient écoulés depuis le jugement sans aucun versement, pour que les éléments constitutifs du délit se trouvent réunis.

En tous cas, si le débiteur acquiesçait à la décision rendue, il est évident que, même en l'absence de signification, le délai de trois mois commencerait à courir.

II. — *Si le débiteur a eu connaissance de la décision judiciaire, quel sera le point de départ précis du délai?*

La signification ou l'acquiescement ne suffisent pas d'ailleurs à eux seuls pour faire courir le délai. La loi exige en effet que le débiteur soit « demeuré plus de trois mois sans fournir les subsides... ni les termes de la pension... ».

L'existence du délit implique donc une négligence coupable ayant persisté pendant plus de trois mois ; mais cette négligence ne se manifeste qu'à partir du moment où il s'abstient de payer un terme échu de la pension. Ce sera donc la date de cette première échéance qui constituera le point de départ du délai, tout au moins si la pension a été stipulée portable. Si elle est quérable, ce qui est le principe général en l'absence de stipulation contraire, il sera de toute nécessité que le créancier se soit présenté chez le dé-

biteur, et, comme il s'agit d'un fait matériel, la preuve de la réalité de la réclamation pourra être établie par tous les moyens possibles.

III. — *Le débiteur pourrait-il exciper d'un paiement partiel ou de ce que les trois mois d'arrérages impayés ne sont pas consécutifs pour échapper aux sanctions pénales?*

On doit répondre que, si le débiteur, après avoir exécuté son obligation pendant un certain temps, s'est abstenu ensuite de verser la pension, le délai commencera à courir à partir de la première échéance restée impayée. Il ne suffirait pas d'ailleurs d'un paiement partiel pour lui permettre d'échapper à la sanction pénale; le versement d'un acompte serait insuffisant. Dès que le débiteur est demeuré plus de trois mois depuis une échéance sans s'acquitter d'une manière complète, il se rend passible de la sanction pénale. Sinon, il lui serait vraiment trop facile de tourner la loi en ne versant chaque fois qu'une partie de sa dette (1).

A ce cas, on doit assimiler celui où le débiteur acquitterait la pension d'une façon irrégulière (par exemple une échéance sur deux) de telle sorte qu'à un moment donné il se trouverait en retard de trois mois non consécutifs dans le paiement des termes de la pension.

(1) Cass. crim. 31 mars 1926, D.H. 1926, 283.

Enfin remarquons que si la condamnation à payer une pension alimentaire a été prononcée contre plusieurs personnes, il suffit que chacun des débiteurs acquitte aux échéances voulues la part qui lui incombe, car on sait que cette dette n'est ni solidaire ni indivisible.

PARAGRAPHE IV

INTENTION COUPABLE

L'une des caractéristiques du délit d'abandon de famille, comme d'ailleurs des délits en général, c'est l'intention coupable, c'est-à-dire la volonté bien arrêtée chez le débiteur de ne pas acquitter la pension alimentaire à laquelle il a été condamné. La loi du 7 février 1924 exige expressément que le débiteur soit resté *volontairement* plus de trois mois sans acquitter sa dette.

Peu importe d'ailleurs le mobile de cette abstention — qu'elle soit due à une pensée égoïste, par exemple, au désir de ne pas restreindre son train de vie, ou à la haine que le débiteur éprouve pour son créancier, — l'intention coupable existe.

Elle se rencontrerait aussi dans le cas où le débiteur diminuerait volontairement ses ressources ou même cesserait de travailler en vue de se dérober à l'exécution de son obligation ; ici encore c'est une abs-

tention volontaire qui empêche le créancier de recevoir satisfaction; le juge du fait possèdera d'ailleurs à cet égard un pouvoir souverain d'appréciation.

Il ne faudrait pas cependant aller trop loin dans cette voie; notamment il est certain qu'on ne saurait assimiler au refus volontaire du débiteur l'insolvabilité résultant de l'inconduite habituelle, de la paresse et de l'ivrognerie. Cela ressort du rejet, par la commission de législation civile et criminelle de la Chambre des Députés, de la proposition faite à ce sujet par M. Louis Marin (1).

D'autre part l'intention coupable étant nécessaire pour caractériser l'infraction, il appartient à la partie poursuivante d'en apporter la preuve. S'il était établi que l'abstention persistante du débiteur est due à l'insuffisance de ses ressources, l'incrimination ne pourrait être retenue; le rapporteur au Sénat de la loi de 1924, M. Gourju, s'est expliqué d'ailleurs nettement sur ce point: « La loi dit expressément
« que c'est l'abstention *volontaire* qui est condam-
« née; par conséquent, si l'homme appelé d'abord
« devant le juge de paix pour s'expliquer sur sa si-
« tuation et sur celle de son créancier alimentaire
« est reconnu privé de ressources, il ne s'agira pas
« d'une abstention *volontaire*, mais d'un cas de force

(1) Rapport de M. Cautru à la Chambre, S. 1928, Lois annotés, page 1,724, colonne 3, en note.

« majeure en raison duquel l'acquittement devra « s'imposer ». Et le Garde des Sceaux a déclaré : « Je confirme formellement l'interprétation de M. le « rapporteur ; il est entendu qu'il ne pourra y avoir « de condamnation pénale que s'il y a mauvaise « foi » (1).

Dès lors l'insuffisance des ressources quelle que soit sa cause (gêne momentanée, chômage dans la profession du débiteur, perte d'argent subie par lui, maladie ayant occasionné une suspension de travail plus ou moins longue), pourvu toutefois *qu'elle ne soit pas volontaire*, empêchera la poursuite.

Il convient d'ailleurs de remarquer qu'en fait les Parquets ne poursuivent la répression du délit d'abandon de famille qu'après avoir procédé à une enquête qui leur a permis de s'assurer que les ressources du débiteur sont suffisantes pour le service de la pension.

A l'insuffisance des ressources devra être parfois assimilé la circonstance que, par suite de sa situation particulière le débiteur est dans l'impossibilité absolue de s'acquitter. Par exemple sous le régime de la communauté ou sous le régime dotal, la femme qui ne paie pas les arrérages de la pension alimentaire à laquelle elle a été condamnée ne saurait être

(1) Sénat, séance du 1^{er} février 1924. *Journal Officiel* du 2 février ; débats parlementaires, page 75.

considérée comme coupable du délit d'abandon de famille, car la disposition des revenus de ses propres et des biens de la communauté appartient au mari et celui-ci est, en définitive, seul responsable. Toutefois si la condamnation avait été encourue à la fois par la femme et par le mari, celui-ci étant tenu comme allié, le mari qui se déroberait au paiement de la pension commettrait lui-même le délit d'abandon de famille, la loi du 7 février 1924 garantissant le paiement des pensions alimentaires dues par les alliés comme par les enfants (1).

Mais le débiteur ne saurait trouver une excuse dans le fait que le créancier possède lui-même des ressources suffisantes pour ne pas avoir à souffrir immédiatement d'un retard prolongé, car le dénue-ment du créancier n'est pas une condition requise pour la réclamation d'une pension alimentaire et, par conséquent, pour l'existence du délit d'abandon de famille. La Cour de Cassation a notamment jugé que l'exercice du droit aux aliments n'est nullement subordonné à la condition que le créancier ne possède aucune ressource (2). Peu importe également le motif pour lequel le créancier est tombé dans l'indigence.

(1) Cass. Crim. 4 juillet 1925, arrêt précité.

(2) Cass. Req. 23 Février 1898. D. 98. 1. 303 Cour de Pau, 18 mai 1914, S. 1914. 2. 248.

Cf. Goyet : *Le délit d'abandon de famille*, article précité. Les lois nouvelles, n° du 15 juillet 1928, page 293.

SECTION II

FINS DE NON RECEVOIR

L'abandon de famille constituant un délit, l'action publique en répression de ce délit s'éteint par les causes générales qui y mettent obstacle, c'est à dire la prescription, l'amnistie, la chose jugée, et le décès du délinquant.

Mais il y a en outre, des fins de non recevoir spéciales au délit d'abandon de famille et sur lesquelles il s'élève certaines difficultés en jurisprudence.

PARAGRAPHE PREMIER

Fins de non recevoir du droit commun

1° La Prescription

L'action en répression du délit d'abandon de famille s'éteint d'abord par la prescription, qui, en matière pénale, a un caractère d'ordre public. De sorte que le moyen tiré de la prescription pourrait être opposé en tout état de cause et même pour la première fois devant la Cour de Cassation.

S'agissant d'un délit correctionnel, la durée de la prescription est de trois ans. Mais quel est le point de départ de ce délai?

Aux termes des articles 637, 638 et 640 du code d'instruction criminelle, le délai commence à courir du jour où l'infraction a été commise; le jour de l'infraction ne doit pas être compté dans le délai. Mais ce point de départ varie suivant qu'il s'agit d'une infraction *instantanée* ou d'une infraction *continue*. Dans le premier cas la prescription part du jour où l'acte a été commis; dans le second cas la prescription ne peut commencer à courir que du jour où l'état de choses délictueux a pris fin.

Or, dans quelle catégorie d'infractions faut-il ranger le délit d'abandon de famille? Incontestablement dans les délits *continus*, qui sont des actions ou des abstentions prolongées volontairement par le délinquant, alors qu'elles sont prohibées par la loi pénale (1).

En effet, en visant le débiteur qui « sera demeuré plus de trois mois sans acquitter les termes » de la pension alimentaire à laquelle il a été condamné, les lois de 1924 et de 1928 se réfèrent incontestablement à un état d'inertie qui se prolonge; dès lors la prescription ne commencera à courir que du jour où cette abstention délictueuse aura pris fin, c'est-à-dire du jour où le débiteur aura recommencé le paiement des arrérages ou des subsides (2).

(1) Garraud, *Précis de droit criminel*, n° 52.

(2) Dans ce sens : Goyet. Article cité, page 294.

2° L'amnistie

En second lieu le délit sera effacé par l'amnistie, acte administratif qui implique l'oubli de l'infraction commise et de ses conséquences pénales.

Toutes les fois que l'amnistie interviendra avant la poursuite ou la condamnation, toute répression deviendra impossible par suite de l'extinction de l'action publique.

3° La chose jugée

Lorsque l'auteur du délit d'abandon de famille aura été poursuivi en raison de ce délit et condamné par une décision passée en force de chose jugée, ou lorsque, plus heureux, il aura bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance ou d'un arrêt de non lieu, il ne pourra plus être poursuivi de nouveau en raison du même fait. Mais si, persistant dans l'état d'inertie qui constitue le délit, le débiteur demeure de nouveau pendant plus de trois mois, depuis le jour où la décision le condamnant sera devenue définitive, sans payer la pension, il ne pourra plus opposer l'exception de chose jugée s'il est l'objet d'une nouvelle poursuite (1).

(1) Voir en ce sens, Cass. précité, 10 décembre 1926, S. 1928. I. 117.

4° Décès du délinquant

Enfin, les peines étant personnelles, il va de soi que le décès du délinquant arrête toute poursuite.

Par contre, le retrait de la plainte ne saurait mettre obstacle à la poursuite, car les cas où le pardon de la victime a pour résultat de suspendre l'action publique sont limitativement prévus par le code pénal, et les lois sur l'abandon de famille n'envisagent pas cette cause d'extinction de l'action.

Enfin il importe peu que, après une interruption de plus de trois mois, le débiteur accepte d'acquitter les arrérages ultérieurs de la pension. Du moment qu'il ne s'est pas mis en règle pour les termes échus, il a commis le délit d'abandon de famille si ces termes correspondent à trois mois de retard et le paiement des nouveaux termes n'a pas d'autre conséquence que de faire courir le délai de la prescription triennale.

PARAGRAPHE DEUXIÈME

Fins de non recevoir spéciales au délit d'abandon de famille

I. Il en est d'abord qui s'appliquent quel que soit le créancier de la pension alimentaire au paiement de laquelle le débiteur a été condamné.

Elles se présentent au cas de réformation, de ré-

tractation ou de modification de la décision de la juridiction civile qui a alloué une pension alimentaire au créancier.

Le jugement accordant la pension a pu ordonner l'exécution provisoire soit en vertu d'un texte impératif, par exemple par application de la loi du 13 Juillet 1907, soit en vertu de l'autorisation donnée par le tribunal (articles 135, § 7 et 155 du code de procédure civile).

Si le débiteur contre lequel l'exécution provisoire aurait été ordonnée demeure plus de trois mois sans s'acquitter, est-il passible des peines du délit d'abandon de famille si la première condamnation est réformée sur appel ou rétractée sur opposition?

Il faut supposer, pour cela, que, avant la décision sur appel ou sur opposition, le créancier avait exercé des poursuites pour obtenir satisfaction.

Il convient alors de faire une distinction.

Si la juridiction répressive n'a pas encore statué lors de la réformation ou de la rétractation de la décision qui avait alloué la pension, la poursuite ne pourra aboutir qu'à une ordonnance de non lieu ou à un jugement de relaxe, car le droit à la pension résultant de la première décision est rétroactivement effacé.

Si au contraire la sanction pénale a été prononcée avant la réformation du jugement qui avait fixé le

montant de la pension, l'annulation de ce dernier jugement laissera intacte la condamnation pénale, si elle résulte d'une décision passée à cette époque en force de chose jugée (1).

Au cas où la pension alimentaire primitivement fixée se trouve modifiée par une décision ultérieure de la juridiction civile, situation assurément fréquente puisque les pensions alimentaires sont essentiellement variables, la modification ne vient aucunement annuler le jugement qui avait déterminé à l'origine la pension alimentaire; celle-ci est seulement modifiée pour l'avenir, et dès lors, cette modification ne constitue pas un obstacle à la poursuite du débiteur pour défaut de paiement pendant trois mois des arrérages de la pension qui avait été allouée au créancier.

Mais le débiteur condamné au paiement d'une pension alimentaire ne saurait opposer, comme fin de non recevoir à la poursuite pénale dirigée contre lui, le fait qu'il est devenu à son tour créancier de celui à qui il doit des aliments, car c'est un principe absolu que la compensation ne peut pas être invoquée au sujet d'une créance d'aliments (article 1293, C. Civ. parag. 3).

C'est ainsi qu'un mari n'a pu éviter les poursuites engagées contre lui par sa femme divorcée et créan-

(1) Cf. Goyet, article cité, page 296.

cière d'une pension alimentaire en alléguant qu'elle n'avait pas opéré le rapport d'objets dus par elle à la communauté (1).

De même a été écartée la tentative de justification présentée par un mari qui prétendait ne pas devoir les termes de la pension parce qu'il avait laissé à sa femme la jouissance d'un fonds de commerce (2).

II. Les autres fins de non recevoir s'appliquent seulement à certaines catégories de créanciers d'aliments :

1° Après la rupture de *l'alliance* par le décès de l'époux qui produisait l'affinité, sauf s'il existe des enfants du mariage ou après divorce, même s'il y a des enfants nés du mariage, l'obligation alimentaire prenant fin, les sanctions pénales des lois de 1924 et de 1928 ne sont plus applicables.

Dans ces conditions, si une action fondée sur ces deux lois est intentée et que l'affinité disparaisse pendant la poursuite, celle-ci se heurtera à une fin de non recevoir absolue.

2° L'instance en divorce ou en séparation de corps est susceptible de donner lieu à certaines fins de non recevoir.

A) L'une résulte pour l'époux demandeur en divorce ou en séparation de corps du défaut d'assigna-

(1) Rochefort, 11 mars 1926. D.H. 1926, page 279.

(2) Cass. 21 février 1925, D. 1925. I. 144.

tion dans les vingt jours qui suivent l'ordonnance de non conciliation.

En effet, d'après l'article 238, paragraphe 8 du code civil, les mesures provisoires et notamment la provision alimentaire qui avait pu être ordonnée au profit de cet époux cessent de plein droit par le fait qu'il n'a pas usé, dans ce délai de vingt jours, du permis de citer qui lui avait été délivré. Dès lors, par suite de la disparition du droit à la pension, l'élément essentiel du délit se trouve supprimé (1).

Toutefois, s'il résultait des circonstances que l'époux défendeur peut être considéré comme ayant renoncé à se prévaloir des dispositions de l'article 238, § 8, il ne pourrait plus être admis à en réclamer le bénéfice, ni se prévaloir de ce moyen pour faire échec à la poursuite intentée contre lui en vertu des lois de 1924 et de 1928 (2).

B) D'après certaines décisions, doit être considérée également comme une fin de non recevoir le fait que la femme, au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps, ne justifie pas de la résidence qui lui a été assignée par ordonnance du Président du Tribunal.

C'est ainsi que la Cour d'Appel de Lyon a estimé que, faute par une femme de fournir la justification

(1) Lyon, 12 janvier 1926. D.H. 1926, page 108.

(2) Cass. crim. 23 mars 1928. Gaz. Palais 1928. 2. 240.

demandée par le mari, ce dernier était fondé à lui refuser la pension alimentaire dont le paiement lui avait été imposé par l'ordonnance de non-conciliation ou par un jugement provisoire (article 241 du code civil). Il y aurait ainsi suspension temporaire pour la femme de son droit de créance (1) et, par suite, le mari ne saurait être passible des sanctions pénales édictées par les lois de 1924 et de 1928.

Toutefois si, après un changement de résidence obtenu par la femme en vertu d'une ordonnance du juge des référés non signifiée au mari, ce dernier avait tacitement accepté ce changement en versant la pension à la nouvelle adresse de sa femme, il ne saurait invoquer par la suite ce changement de résidence pour refuser le service de la pension et, en cas de non paiement de celle-ci pendant plus de trois mois, il se rendrait coupable du délit d'abandon de famille (2).

Mais la jurisprudence est loin d'être unanime sur ce point. Il résulte en effet d'arrêts déjà anciens que la fin de non recevoir tirée de l'article 241 du code civil n'est pas impérieusement imposée aux juges. Ils ont le droit de décider, en appréciant les circonstances, que l'abandon par la femme demanderesse en divorce de la résidence que lui avait fixée le tribunal

(1) Lyon, 6 janvier 1926. D.H. 1926, page 107.

(2) Lyon, arrêt du 6 janvier 1926 précité.

ne dispense pas le mari de lui fournir la provision alimentaire (1). Il suffit que la femme établisse les raisons justificatives de l'abandon de cette résidence (2).

Dès lors, en cas de poursuites exercées contre le mari en vertu des lois de 1924 et de 1928, il appartient au tribunal répressif d'apprécier si le mari qui cesse d'acquitter la pension alimentaire due à sa femme en vertu d'une ordonnance du Président peut trouver une excuse dans l'abandon par la femme de sa résidence provisoire. Et, en tous cas, contrairement à l'opinion de l'arrêt de la Cour de Lyon ci-dessus rapporté, le mari n'a pas le droit de s'affranchir, de sa *propre autorité*, de son obligation alimentaire; par conséquent le refus de paiement fondé sur le motif précité serait susceptible de lui faire encourir les sanctions du délit d'abandon de famille sans lui permettre d'opposer une fin de non recevoir aux poursuites.

C'est en ce sens que se sont prononcées la Cour d'Appel de Douai (3) et la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation (4).

(1) Cass. Req. 25 juin 1889, S. 90. 1. 71 ; 23 juillet 1913, S. 1913. 1. 571, D. 1917. 1. 56 ; 11 avril 1922, Gaz. Palais 1922. 2. 135.

(2) Paris, 12 mars 1912, S. 1913. 2. 115.

(3) Cour de Douai, 14 octobre 1926, Recueil Douai, mars 1927, page 78.

(4) Cass. crim. arrêt précité du 23 mars 1928, Gaz. Palais 1928. 2. 240.

Enfin, il convient de noter que, lorsque les conditions exigées pour l'existence du délit d'abandon de famille sont réunies, ce délit ne saurait disparaître par le fait qu'il est intervenu un jugement de validité d'une saisie-arrêt pratiquée par le créancier d'aliments pour obtenir paiement des termes de la pension à laquelle le débiteur avait été condamné. Ce jugement de validité ne peut constituer une fin de non recevoir au profit du débiteur (1).

SECTION III

PÉNALITÉS

Aux termes de l'article premier de la loi du 7 février 1924 modifiée par celle du 3 avril 1928, les sanctions du délit d'abandon de famille consistent en des peines principales, des peines complémentaires et des déchéances ; la partie civile peut en outre obtenir des dommages intérêts.

1° *Peines principales*

Les peines principales susceptibles d'être infligées à un inculpé reconnu coupable du délit d'abandon de

(1) Cass. crim. 4 juillet 1925, Gaz. Palais 1925. 2. 646.

famille sont, *soit* un emprisonnement de trois mois à un an, *soit* une amende de 100 à 2.000 francs. Le principal de l'amende doit être majoré des 65 décimes prévus par la loi du 27 décembre 1927, article 34 (loi du budget de 1928) (1).

Ces deux peines ne doivent jamais être cumulées; le texte donne seulement aux tribunaux le droit de choisir entre elles; ils appliqueront l'une ou l'autre en tenant compte de la gravité de l'infraction et du degré de culpabilité du prévenu.

La sévérité relative de la peine s'explique par la gravité du devoir de famille qui a été méconnu par le débiteur.

Les juges disposeront d'ailleurs d'un très large pouvoir d'appréciation de la peine, car l'article 1^{er} *in fine* autorise formellement l'application de l'article 463 du code pénal sur les circonstances atténuantes. Ils auront donc la faculté de descendre au minimum des peines de simple police et de ne prononcer qu'une condamnation à un franc d'amende (plus les soixante cinq décimes).

(1) *Journal Officiel* du 28 décembre 1927 ; aux termes de ce texte « à l'exception des amendes qualifiées par la loi d'amende civiles » et de celles pour lesquelles il a été expressément stipulé que le « principal ne comportait pas d'adjonctions de décimes ou qui sont « soumises à un régime spécial en vertu d'un texte législatif, le « principal de toutes les amendes de condamnation, dont le recou-
« vrement est ou sera confié au percepteur est majoré de 65 déci-
« mes ».

D'autre part, si le prévenu est un délinquant primaire, le tribunal a la faculté de lui accorder le bénéfice du sursis à l'exécution des peines (1).

A l'inverse, le § 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1924 modifiée par celle de 1928 spécifie « que, en cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours « prononcée ».

Ceci laisse à supposer que la première condamnation encourue, et de laquelle résulte l'état de récidive, pouvait être une condamnation à l'amende; on se trouve donc en face d'une récidive particulière et on devra écarter l'article 58 du code pénal, aux termes duquel une condamnation à l'amende, si élevée soit-elle, n'entre pas en compte pour la récidive. Ici, au contraire, on devra considérer comme en état de récidive celui qui, après une condamnation devenue définitive pour abandon de famille, commettra de nouveau ce même délit, alors même que les premiers juges n'auraient prononcé qu'une peine d'amende (2).

Toutefois l'article 1^{er}, § 5, ne distinguant pas entre le délinquant primaire et le récidiviste l'application de l'article 463 sera possible même en cas de récidive, ce qui permettra au tribunal de réduire à un

(1) Loi Bérenger du 26 mars 1891.

(2) En ce sens Goyet article cité, page 303 ; Latreille, thèse précitée, page 118.

jour la durée de la peine d'emprisonnement qui est obligatoire dans cette hypothèse.

Mais quel sera le délai dans lequel le second délit devra être commis pour mettre son auteur en état de récidive?

Les lois de 1924 et de 1928 sont muettes à cet égard. Il semble que, ces lois ayant établi une récidive spéciale, à l'exclusion des règles du droit commun, le prévenu sera en état de récidive quel que soit le temps, même supérieur au délai de 5 ans, qui se sera écoulé depuis la première infraction (1).

2° Peines complémentaires et déchéances

Indépendamment des peines principales, les lois de 1924 et de 1928 ont édicté des peines complémentaires, par conséquent des peines qui ne découlent pas de plein droit de la condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, mais qui doivent être formellement prononcées par le juge.

Ce sont :

A) Pour toutes les personnes ayant commis le délit d'abandon de famille la possibilité de se voir infliger la privation des droits civiques. Dans sa teneur primitive, l'article 1^{er} ne prévoyait cette peine complémentaire que pour les père et mère coupables

(1) En ce sens Goyet, article cité, page 303. Contra Latreille, thèse précitée, page 119.

du délit. Le nouveau texte, remanié en 1928, l'a étendue à toute personne condamnée pour abandon de famille.

Les droits civiques sont ceux qui sont énumérés par l'article 42 du code pénal (§ 1 à 3) : droits de vote, d'éligibilité, d'être juré, d'être nommé à des fonctions publiques, ou de les exercer. Le législateur n'ayant pas limité la durée de la peine, la privation des droits civiques pourra être, au gré des juges, soit temporaire soit perpétuelle (1).

Cette déchéance ne prendra fin que par la réhabilitation judiciaire du condamné ou par l'expiration du temps fixé si elle a été prononcée pour une période déterminée (2), ou encore par l'amnistie.

B) Si le condamné est un père (ou une mère) débiteur d'aliments vis à vis de ses enfants mineurs, il pourra en outre être déchu de la puissance paternelle (article 1^{er}, § 4, rédaction de 1928). Cette déchéance facultative est une heureuse innovation de la loi du 7 février 1924, car jusque là, il n'était pas possible, d'après la loi du 24 juillet 1889 modifiée par celle du 15 novembre 1921, de priver de la totalité des attributs de la puissance paternelle, le père ou la mère qui, après divorce ou séparation de corps, ne payaient pas la pension alimentaire qu'ils devaient à leurs enfants.

(1) Garraud, *Précis de droit criminel*, n° 208.

(2) *Répertoire pratique Dalloz*, V° Abandon de famille, n° 30.

Mais, bien que le législateur ne se soit pas expliqué sur ce point, il ne semble pas douteux que le tribunal ne sera pas dans l'obligation de prononcer un retrait total et qu'il pourra se borner à priver le père ou la mère de certains attributs seulement de la puissance paternelle (1).

C) Enfin, au cas spécial où le délit d'abandon de famille a été commis par un mari vis-à-vis de sa femme, l'article 3 de la loi du 7 février 1924, modifiant l'article 222 du code civil, dispose que la femme pourra désormais s'adresser directement au tribunal civil pour lui demander l'autorisation d'accomplir un acte comportant l'autorisation maritale.

Le mari se trouve alors privé d'une partie de son autorité maritale; il sera remplacé par le tribunal civil qui statuera en Chambre du conseil, par voie de juridiction gracieuse, pour autoriser la femme à contracter ou à ester en justice.

Mais cette sanction complémentaire ne s'appliquera qu'à défaut de paiement par le mari d'une pension ou de subsides qu'il avait été condamné à fournir à sa femme; elle resterait absolument étrangère au cas où il s'agirait d'une pension due par le mari, en vertu d'un jugement de condamnation antérieure, à un descendant ou à un ascendant.

Il y a lieu d'ailleurs de noter que la loi du 7 fé-

(3) En ce sens Goyet, déjà cité, page 304, et Latreille, thèse précitée page 121.

vrier 1924 se borne à donner à la femme la faculté d'avoir recours à l'autorisation de justice, sans lui en faire une obligation. Elle pourrait toujours se faire valablement autoriser par son mari (1).

Il s'agit en effet non pas d'une déchéance absolue, mais d'une déchéance facultative édictée dans l'intérêt de la femme seule et dont les tiers ne pourraient se prévaloir pour agir en nullité de l'acte fait par la femme avec l'autorisation de son mari.

3° *Dommages-intérêts*

Enfin, à raison du préjudice résultant du retard dans le paiement de la pension, le créancier qui aura peut-être été réduit à emprunter pour se procurer les sommes indispensables à sa subsistance, aura le droit de réclamer des dommages-intérêts. Il s'agira uniquement de la réparation du préjudice causé par le délit, mais non d'une condamnation nouvelle du débiteur au paiement des arrérages de la pension, puisque le débiteur y était déjà tenu en vertu d'une décision de justice constitutive du premier élément du délit d'abandon de famille.

S'agissant de la réparation d'un dommage occasionné par un délit pénal, le créancier aura la ressource de la contrainte par corps, pour en assurer le paiement, et il aura la faculté d'y recourir, même si,

(1) Planiol, Ripert et Rouast. *Traité pratique de droit civil français*, Tome II, n° 475.

sans s'être constitué partie civile devant le tribunal correctionnel, il a porté sa demande devant la juridiction civile (1).

La jurisprudence reconnaît d'ailleurs formellement le droit pour la victime d'un abandon de famille d'obtenir des dommages-intérêts en réparation du préjudice que lui a causé le non paiement de la pension dont elle est créancière (2).

SECTION IV

COMPÉTENCE ET PROCÉDURE

Il convient d'étudier distinctement 1° les règles de compétence ; 2° la procédure.

PARAGRAPHE PREMIER

Compétence

La loi du 7 février 1924 étant restée muette sur la compétence, il fallait sur ce point se référer au droit commun. Or, le code d'instruction criminelle (article 23, 29, 30 et 63) décide que trois tribunaux sont concurremment compétents pour connaître d'un

(1) Loi du 22 juillet 1867, article 3.

(2) Trib. corr. Seine (11^e Chambre), 12 février 1925, Gaz. trib. 11-12 mars 1925.

délit : Tribunal du lieu du délit, tribunal de la résidence du prévenu, et celui du lieu où il a été arrêté.

La loi du 3 avril 1928 est venue modifier cette règle générale en ce qui concerne le délit d'abandon de famille. Elle décide en effet, dans son article 2, que « le tribunal compétent pour connaître du délit sera « celui dans la circonscription duquel la pension de-
« vait être payée ou les subsides fournis ». Elle supprime donc la compétence du tribunal de la résidence du prévenu et de celui du lieu où le prévenu a été trouvé, pour ne laisser subsister que la compétence du tribunal du lieu du délit.

Pratiquement, d'ailleurs, cette innovation n'apporte pas grand changement, si l'on admet que le tribunal du lieu du délit est celui où la créance est exigible, car c'est un principe général posé par l'article 1247 du code civil qu'en l'absence d'une convention spéciale le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

La règle générale en matière d'obligations, quelles qu'elles soient, contractuelles, délictuelles ou légales, c'est en effet que le paiement d'une somme d'argent est quérable et non portable.

Toutefois, si le tribunal pour éviter au créancier des frais de déplacement onéreux, a décidé dans son jugement — ou si le magistrat a prescrit dans son ordonnance — que les arrérages de la pension se

raient portables, c'est-à-dire payables au domicile du créancier; la compétence pour connaître du délit appartiendra au tribunal dans le ressort duquel est domicilié le créancier.

Mais, réserve faite de cette observation, le tribunal compétent sera le tribunal du domicile du débiteur. En fait il arrivera souvent que, par mauvaise volonté ou pour toute autre raison, le débiteur changera souvent de domicile et s'ingéniera même à le dissimuler à son créancier. Dans ce cas, si la pension est quérable on devra considérer comme compétent le tribunal du dernier domicile connu.

Telle est la compétence *ratione loci*.

Quant à la compétence *ratione personae*, ce sera celle du tribunal correctionnel si le délinquant est un simple particulier. Mais, si le délit a été commis par un militaire ou par un marin, la jurisprudence admettait, avant la loi du 9 mars 1928 sur la réforme de la justice militaire, que la connaissance de ce délit devait être déférée aux conseils de guerre, car les lois de 1924 et de 1928 ont le caractère de lois pénales ordinaires et, aux termes de l'article 267 ancien du code de justice militaire, les conseils de guerre étaient qualifiés pour appliquer les peines portées par les lois pénales ordinaires (1).

(1) Cass. crim. 31 octobre 1925, S. 1927, 1. 116.

Il en est encore ainsi à l'égard des marins coupables du délit d'abandon de famille ; la revision du code de justice militaire de l'armée de mer n'ayant pas encore été effectuée, les délinquants seront traduits devant les conseils de guerre maritimes (1).

En tous cas, depuis la réforme du code de justice militaire de l'armée de terre par la loi du 9 mars 1928, les tribunaux correctionnels connaissent de toutes les infractions de droit commun commises par les militaires de l'armée de terre et par suite du délit d'abandon de famille.

PARAGRAPHE DEUX

Procédure

La loi du 7 février 1924, organisait avant toute poursuite, une procédure devant le juge de paix pour constater le refus par le débiteur du paiement de la pension. Le délit ne pouvait être retenu si ce constat n'était pas régulier (2), par exemple si le constat était dressé avant l'expiration du délai de trois mois (3) ou par un juge de paix incompétent (4).

(1) Cf. Goyet, *article cité*, page 301. Il a été cependant jugé qu'une poursuite de cette nature ne pouvait être portée devant un tribunal maritime. Trib. Corr. Rochefort, 11 mars 1926. D.H. 1926. 279.

(2) Cour Nîmes, 3 juillet 1924 ; Gaz. Palais 1924.2.566.

(3) Cour Dijon 5 mars 1925, S. 1925. 2. 53 ; Cass. 24 juillet 1925, Gaz. Palais, 1925. 2. 486.

(4) Trib. corr. Marseille, 4 mai 1927, Gaz. Palais 1927. 2. 378.

Mais cette formalité préalable avait l'inconvénient de paralyser la répression du délit; ce n'étaient pas d'ailleurs les seules difficultés auxquelles donnait lieu cette procédure et la pratique avait révélé l'éventualité de certaines complications qui aboutissaient au même résultat; notamment quand le débiteur d'une pension alimentaire, à laquelle il avait été condamné par décision judiciaire, avait son domicile à une distance éloignée de celui du plaignant, celui-ci devait-il nécessairement se transporter devant le juge de paix du domicile du débiteur ou avait-il la faculté de se faire représenter devant ce magistrat par un avocat ou un avoué en vue de faire la déclaration exigée par la loi de 1924?

On avait proposé de considérer comme régulière la déclaration d'abandon de famille faite par le plaignant devant le juge de paix de son propre domicile; ce dernier aurait transmis une copie du procès-verbal au juge de paix du domicile du débiteur, avec commission rogatoire à l'effet d'entendre les explications de ce dernier et de transmettre ensuite le dossier au Parquet de ce même domicile. Mais le Garde des Sceaux consulté à cet égard par une question qui lui avait été posée le 12 janvier 1928, avait répondu que, dans l'espèce, l'emploi de la commission rogatoire ne lui paraissait pas possible, et que le seul juge de paix qualifié pour dresser le constat prévu

par l'article 2 de la loi du 7 février 1924, était, en l'absence d'une clause contraire contenue dans la décision judiciaire ayant accordé la pension, le juge de paix du domicile du débiteur. Le Garde des Sceaux admettait toutefois que, conformément au droit commun, le créancier pouvait se faire représenter devant ce magistrat par un mandataire (1).

La loi de 1924 aboutissait ainsi, contrairement à l'intention de ses auteurs, à retarder la répression du délit d'abandon de famille. Une simplification de la procédure s'imposait (2).

Une proposition fut déposée par M. Marin, qui autorisait le plaignant à faire sa déclaration devant le juge de paix de son propre domicile et le débiteur à être entendu par le juge de paix de sa résidence. Cela ne parut pas suffisant. M. Cautru, rapporteur de cette proposition à la Commission de législation civile et Criminelle de la Chambre, se montra partisan de la suppression de l'intervention du juge de paix. « Sans méconnaître, affirmait-il dans son rapport, la valeur des considérations morales qui ont
« inspiré le législateur de 1924, lorsqu'il a confié au
« juge familial le soin de s'interposer en cette ma-
« tière entre le créancier et le débiteur de la pen-

(1) *J.O.* 28 janvier 1928, page 347.

(2) La loi belge du 14 janvier 1928 prévoit l'intervention du juge de paix.

« sion, la commission estime que l'intervention du
« juge de paix crée dans la pratique des complica-
« tions excessives et expose à des lenteurs regretta-
« bles, de nature à paralyser dans certains cas l'ac-
« tion publique. Le délit d'abandon de famille paraît
« être un délit comme un autre, devant être déféré
« au parquet instruit et jugé suivant les méthodes
« ordinaires » (1).

C'est à ce dernier système que s'est rallié le législateur de 1928; la procédure à suivre en matière d'abandon de famille se trouve donc soumise au droit commun.

Puisque les règles du droit commun s'appliquent et qu'il s'agit de la poursuite d'un délit, le tribunal correctionnel compétent pourra être saisi soit par l'action publique, soit par une constitution de partie civile, soit par voie de citation directe.

1° *Exercice de l'action publique.* — Le droit du ministère public d'agir d'office avait été discuté sous l'empire de l'article 2 de la loi du 7 février 1924. Il semblait bien en effet résulter du dernier alinéa de ce texte que l'initiative du ministère public ne pouvait s'exercer qu'au cas de décès de l'un des époux et de manquement de l'époux survivant à ses obligations alimentaires vis-à-vis de ses enfants mineurs.

(1) *J.O.*, doc. parlem. Chambre (2^e séance du 24 mars 1927), annexe n° 4.204.

Cette disposition n'a pas été reproduite dans le nouvel article deux (rédaction de 1928), qui ne paraît prévoir que la plainte du créancier. Mais il est vraisemblable que le législateur a envisagé le cas le plus fréquent et qu'il n'a pas entendu modifier le principe général d'après lequel le ministère public a la faculté de poursuivre d'office la répression de tous les délits (code d'instruction criminelle, article 22).

Telle était d'ailleurs, semble-t-il, l'opinion de M. Castru, quand il déclarait, comme nous venons de le voir, dans son rapport sur la proposition de M. Marin, que le délit d'abandon de famille devait être instruit et jugé suivant les méthodes ordinaires.

Le Parquet pourra donc agir soit d'office, soit à la suite d'une plainte dont il aura été saisi par le créancier.

Mais, avant de communiquer l'affaire au juge d'instruction, il devra exiger la remise par le plaignant du titre de pension, c'est-à-dire de la grosse du jugement ou de l'ordonnance, ainsi que de tous actes de poursuites ou d'exécution auxquels il aurait été procédé.

Le juge d'instruction aura le droit de délivrer contre l'inculpé un mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt. Mais, comme la peine prévue est inférieure à deux ans, la détention préventive ne pourra pas se prolonger, et, s'il est domicilié, le prévenu devra être mis en liberté provisoire cinq jours après le pre-

mier interrogatoire (code d'instruction criminelle, article 113).

2° *Constitution de partie civile.* — La plainte est expressément visée par l'article 2 de la loi du 3 avril 1928, parce que c'est la manière la plus simple de porter un acte délictueux à la connaissance du Parquet. Mais, si le créancier le préfère, il se constituera partie civile en déposant sa plainte avec le titre de pension et tous les actes de poursuites ou d'exécution, ce qui aura pour résultat d'obliger le Procureur de la République à ouvrir une information. L'emploi de ce mode de procédure est subordonné à la condition que la constitution de partie civile ait pour but la réparation du préjudice causé au créancier par le retard apporté au paiement de la pension ou des subsides qui lui étaient dus.

Le créancier n'aurait pas le droit de se porter partie civile pour réclamer par cette voie le paiement des arrérages impayés de la pension (1).

Le plaignant ne serait pas admis davantage à réclamer devant le tribunal correctionnel un nouveau titre exécutoire pour le paiement de la pension qui lui a déjà été accordée par un jugement du tribunal civil. Il y a eu chose jugée à cet égard et il serait su-

(1) Trib. Corr. Lyon, 3 décembre 1924, Gaz. Palais 1925, 1. 169.

perflu d'en demander une nouvelle consécration au tribunal correctionnel (1).

3° *Citation directe*. — Par application encore du droit commun, la victime du délit d'abandon de famille a incontestablement le droit de citer le délinquant devant la juridiction répressive, conformément à l'article 3 du code d'instruction criminelle, et de lui demander réparation du préjudice. La citation directe aura nécessairement pour conséquence de mettre en mouvement l'action publique. Mais, comme en cas de constitution de partie civile, le dépôt préalable du titre de pension et des pièces accessoires sera une condition indispensable de recevabilité de l'action.

(1) Trib. Corr. Seine (11^e Chambre), 12 février 1925, Gaz. trib. 11-12 mars 1925, déjà cité.

CONCLUSION

Telle est, d'après les lois de 1924 et de 1928, la répression actuelle de « l'abandon de famille » en France.

Qu'elle ait déjà produit un effet bienfaisant, on ne saurait le nier ; le nombre des poursuites engagées prouve combien il était nécessaire de sanctionner avec sévérité des abstentions coupables qui avaient tendance à se multiplier (1).

Pour porter remède à de si graves négligences le législateur semble donc avoir été bien inspiré en n'hésitant pas à sanctionner pénalement le manquement à l'obligation alimentaire résultant du lien de parenté.

Une sanction purement civile n'eut pas été susceptible de produire l'effet moral qui découle de la sanction pénale.

L'expérience ayant montré l'insuffisance des moyens d'exécution civils, il était indispensable de recourir à l'intervention de la loi pénale singulièrement plus efficace.

Assurément il est excessif de multiplier les appels

(1) D'après la statistique établie par le Ministère de la Justice, le nombre des poursuites pour abandon de famille s'est élevé à 884 en 1924, 1.566 en 1925, 1.381 en 1926.

Les chiffres ne sont pas encore établis pour les années 1927 et 1928.

à la loi pénale pour assurer l'observation des devoirs de famille. Mais, devant l'indifférence témoignée par beaucoup à la misère des leurs, il convenait de mettre en œuvre des moyens de coercition énergiques, surtout depuis la guerre, où, par suite du déséquilibre économique, de la dépréciation monétaire et de l'élévation des prix qui en résultent, nombre de personnes ont été plongées dans un état voisin de la misère, ce qui rend plus choquante l'attitude de leurs proches à leur égard.

On a proposé d'aller plus loin, d'élargir encore le domaine des lois de 1924 et de 1928, et d'en étendre la sanction au cas où la pension alimentaire a été déterminée, non par un jugement, mais par une convention librement intervenue entre les parties (1).

Mais deux raisons semblent s'opposer à cette extension.

D'abord en élargissant ainsi le domaine de la sanction pénale, on la transporterait en dehors de son objet propre, qui doit être uniquement de contraindre à l'observation d'une *obligation légale* (2).

D'autre part, si le législateur entraînait dans cette voie et acceptait de frapper d'une peine le refus de paiement d'une pension alimentaire fixée par une convention, n'irait-il pas à l'encontre même de l'es-

(1) Latreille, *thèse précitée*, page 123.

(2) Voir ci-dessus pages 75 à 77.

prit du code civil, car au temps où la contrainte par corps existait encore, l'article 2063 ancien (supprimé en 1867) interdisait formellement aux notaires de stipuler la contrainte par corps dans leurs actes comme sanction des engagements constatés par eux.

Etant donné l'interprétation qui a été faite par la jurisprudence des lois de 1924 et de 1928, la répression de l'abandon de famille se trouve aujourd'hui assurée d'une façon efficace; il ne semble donc pas opportun de prévoir de nouveaux cas d'appel aux sanctions pénales dans ce domaine.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

VU :

Le Président,

RIPERT.

VU :

Le Doyen,

BERTHÉLEMY.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édition, par Martin. Paris, librairie Godde.
- BENTHAM. — Traité de législation civile et pénale, 2^e édition, par Eienne Dumont. Paris 1820.
- BIÉVILLE (DE). — Du rétablissement de la contrainte par corps. Thèse Paris 1904.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, 5^e édition, 1928. Paris, librairie Dalloz.
- DORGE (Mlle). — L'abandon de famille. Thèse, Lille, 1924.
- GARRAUD. — Précis de droit criminel, 14^e édition, avec la collaboration de Pierre Garraud. Paris, librairie du recueil Sirey.
- HUGUENÉY. — L'idée de peine privée dans la législation civile. Dijon, thèse, 1904.
- JACOMET. — Essai sur les sanctions civiles de caractère pénal en droit français. Paris, thèse, 1905.
- LATREILLE. — Le délit d'abandon de famille. Toulouse, thèse, 1926.
- LORANT. — Caractères juridiques de l'obligation alimentaire. Paris, thèse, 1928.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 10^e édition, avec la collaboration de Ripert. Paris, librairie générale de droit et de jurisprudence.

PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français ; tome I, les personnes, état et capacité, avec la collaboration de Savatier ; tome II, la famille avec la collaboration de Rouast. Paris, librairie générale de droit et de jurisprudence.

RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles, 2^e édition. Paris, librairie générale de droit et de jurisprudence.

VAN SWINDEREN. — Esquisse du droit pénal actuel dans les Pays Bas et à l'étranger. Tomes II et IV. Groningue, 1894 et 1898.

VIDAL. — Cours de droit criminel et science pénitentiaire. Septième édition, par Joseph Magnol. Paris, librairie Rousseau.

II. REVUES, BULLETINS ET RECUEILS DE JURISPRUDENCE

Annuaire de législation étrangère, publié par la Société de législation comparée.

Annuaire de législation française publié par la Société de législation comparée.

Bulletin de la Société d'études législatives.

Dalloz hebdomadaire.

Dalloz périodique et critique.

Gazette du Palais, journal quotidien et recueil mensuel.

Gazette des Tribunaux, journal quotidien et recueil mensuel.

La Loi, journal quotidien.

Les lois nouvelles.

Pasinomie.

Pasicrisie.

Recueil de l'Académie de législation de Toulouse.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue pénitentiaire.

Revue trimestrelle de droit civil.

Semaine juridique.

Sirey, recueil général des lois et arrêts, journal du Palais et Pandectes françaises.

Sommaires de la jurisprudence française.

Supplément au répertoire pratique Dalloz, tome I, 1927.

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

CHAPITRE I

SECTION I. — Notion générale de l'abandon de famille ..	16
---	----

SECTION II. — Les diverses mesures proposées en France	29
--	----

CHAPITRE II

Le délit d'abandon de famille

SECTION I. — Eléments constitutifs

<i>Paragraphe 1.</i> — Caractère de la créance garantie et personnes protégées	45
--	----

<i>Paragraphe 2.</i> — Nécessité d'une décision de justice accordant la pension alimentaire ou les subsides ..	75
--	----

<i>Paragraphe 3.</i> — Défaut de paiement pendant trois mois des termes de la pension à laquelle le débiteur a été condamné	85
---	----

<i>Paragraphe 4.</i> — Intention coupable	91
---	----

SECTION II. — Fins de non-recevoir

<i>Paragraphe 1.</i> — Fins de non recevoir du droit commun	95
---	----

<i>Paragraphe 2.</i> — Fins de non recevoir spéciales au délit d'abandon de famille	98
---	----

	PAGES
SECTION III. — Pénalités	—
Peines principales	105
Peines complémentaires et déchéances	108
Dommages intérêts	111
SECTION IV	
<i>Paragraphe 1.</i> — Compétence	112
<i>Paragraphe 2.</i> — Procédure	115
CONCLUSION	122

